

Mise en ligne : 4 août 2022.
www.entreprises-coloniales.fr

JEAN WALTER
(1883-1957)

Portrait de l'architecte des cités ouvrières et de l'hôpital moderne,
de l'inventeur des mines de Zellidja
et du mécène,
par Merry Bromberger (1954)

La Société anonyme de construction et d'installations industrielles

La Société d'éditions documentaires industrielles (*Annuaire industriel*)

La Société des grands immeubles parisiens

Jean Georges Henri WALTER

Né à Montbéliard le 10 mai 1883.

Fils de Georges Adolphe Walter, entrepreneur, président du consistoire protestant, et d'Amélie Élise Weber.

Marié à Jeanne Catherine Marie Louise Rigal (Béziers, 9 août 1884-Paris XVI^e, 2 août 1935), éditrice d'art (1929-1935). Dont :

— Jacques Michel (Montbéliard, 26 juin 1908-Lézardrieux, Côtes-du-Nord, 7 sept. 1997), ingénieur de l'École supérieure des mines de Paris (1926), administrateur délégué des Mines de Zellidja ;

— Geneviève Berthe Claire (Montbéliard, 12 août 1912-Bellegarde, Gard, 2 avril 2011), mariée en juillet 1931 avec Philippe Lamour, avocat, rédacteur en chef de la revue mensuelle *Plans* lancée en janvier 1931 par Jeanne Walter ;

— et Monique Blanche (Paris VII^e, 18 mars 1915-Bernis, Gard, 22 juillet 2005), mariée à Gannat (Allier), le 4 nov. 1941, avec Roger Lucien Weigand.

Divorcé.

Remarié en 1941 avec Juliette (*Domenica*) Lacaze, veuve du marchand de tableaux Paul Guillaume.

Études d'architecte à l'École des Beaux-Arts, à Paris.

Architecte à Paris. Agences : Lille, Nancy, Mulhouse et Montbéliard (1923).

Promoteur des cités-jardins.

Administrateur de la Société des tuileries et briqueteries de Bohain (juin 1919).

Créateur et administrateur délégué de la Société de construction et d'installations industrielles (SACI)(juillet 1919) : cessation de paiement en juin 1935 à la suite de la construction du nouvel hôpital Beaujon. Concordat en février 1936 : paiement de 70 % des créances en sept ans avec la garantie personnelle de Jean Walter.

Administrateur de la Société franco-américaine d'importation et d'exportation (déc. 1919).

Président de la Société des grands immeubles parisiens (avril 1920), soutenue à bout de bras par la Norwich Union Life,

Administrateur des Forges et ateliers de la Fournaise (juin 1920),

Fondateur de la Société minière de la Zellidja (Maroc)(mars 1925) :

www.entreprises-coloniales.fr/afrique-du-nord/Mines_de_Zellidja.pdf

vice-président (1922), puis administrateur délégué (déc. 1926) de la Société d'éditions documentaires industrielles : publication de l'*Annuaire industriel*.

Administrateur de la Société immobilière de la banlieue parisienne (mai 1927).

Administrateur (1929), puis liquidateur (juin 1935) de la Compagnie générale de décoration.

Architecte de l'Œuvre des squares d'enfants (1930).

Constructeurs d'hôpitaux.

Offre un square d'enfants place Verlaine dans le 13^e arr., baptisé au nom de son beau-père, Eugène-Léon Rigal, officier tué en 1914-1918 (1931).

Créateur en 1939 des bourses de voyage Zellidja, parrainées à leur début par Jean Zay, ministre de l'Éducation nationale.

Dresse les plans et offre le pavillon du Maroc à la cité universitaire de Paris (1953).

Commandeur de la Légion d'honneur (15 nov. 1950).

Renversé par une voiture à Souppes (Seine-et-Marne). Décédé à l'hôpital de Montargis le 8 juin 1957.

JEAN WALTER

par Merry Bromberger,
Comment ils ont fait fortune,
Plon, juin 1954, 320 pages.

[293] Proposez cette charade autour de vous :

« C'est le premier mécène de France. Il a remis un milliard au ministre de l'Éducation nationale. C'est un des plus grands seigneurs de notre industrie. Il a découvert et organisé un bassin minier qui enrichit d'un douzième la balance commerciale notre pays. Il a créé une ville de 10.000 habitants au Maroc. Il a participé à l'invention des tanks. Il a révolutionné dans le monde l'architecture hospitalière. Il est l'auteur des plus grandes constructions actuellement en cours en France et dans le bassin de la Méditerranée. »

Esquissez ce portrait devant l'immense majorité des Français. Ils seront incapables d'en donner le nom.

Si Jean Walter était américain, son visage austère de milliardaire philanthrope serait un des plus photographiés de son continent. S'il était soviétique, sa vie de pionnier et d'inventeur serait enseignée dans les écoles. Il est Français et inconnu.

Sa réussite aurait pourtant plus d'une raison de faire sensation. Elle prouve que la race des vrais explorateurs, des découvreurs de richesses n'est pas morte parmi nous. Le musée croulant que nous habitons n'est pauvre, son exemple le démontre, que parce qu'il se croit tel. Il suffit de creuser, de secouer ce vieux pays et ses dépendances d'outre-mer pour en faire un pays neuf. Si douze Français simplement avaient pu en faire autant que Jean Walter, le franc vaudrait le dollar. Nos exportations payeraient nos importations.

Si Jean Walter est inconnu, il ne faut en accuser personne que Jean Walter. « L'original le plus fieffé que j'aie jamais rencontré, disait de lui un des plus grands personnages de l'État. Il a organisé son anonymat comme d'autres organisent leur publicité. Il ne figure dans aucun annuaire. Les mines de plomb et de zinc de Zellidja qu'il a ouvertes de ses mains et qui sont les plus modernes du monde, il n'en est que président d'honneur. La ville qu'il a construite aux confins algéro-marocains pourrait s'appeler [294] Walterville, comme il y a Potinville. Pas une rue n'y porte son nom. Il a construit le nouveau Beaujon. Aucune plaque gravée ne le rappelle dans la pierre. Sur les palissades qui entourent ses chantiers immenses, la nouvelle Faculté de médecine de Paris qu'il édifie avec L. Madeline, la cité médicale de Lille, la Faculté de médecine d'Ankara, les hôpitaux ultramodernes d'Alexandrie et d'Istanbul, vous chercheriez vainement l'indication d'un architecte. Son bureau est un vieil hôtel du Marais. Il en fait cadeau à la Ville de Paris en même temps que d'un jardin d'enfants pour n'en être plus propriétaire. Sa voiture ordinaire est une petite auto de série pareille à celle de son comptable. Sa femme a acheté l'an passé 34 millions aux enchères publiques un Cézanne qui, comme le reste de sa collection de tableaux, une des plus belles de France, est promise au Musée du Louvre. La publication de la photo de M^{me} Jean Walter faisant signe au commissaire-priseur a causé tout un drame.

Un journaliste eut vent l'année dernière de la remise qu'il fit, au nom de la Fondation Zellidja, au ministre de l'Éducation nationale, M. André Marie ¹, de 33.000 actions de ses mines, cotées plus d'un milliard. Dans l'heure qui suivit, le ministre lui-même

¹ André Marie (1897-1974) : ministre de l'Éducation nationale 11 août 1952-19 juin 1954.

téléphonait au journal demandant qu'on arrêtât l'information. Une clause de la donation la faisait révoquer si le nom du donateur en était révélé.

Beaucoup de Français ennemis du tapage admireront cette réserve. Je ne suis pas sûr qu'elle soit si à l'honneur de nos mœurs. Il fut un temps où nous étions fiers de nos fiertés. Elles sont devenues inavouables. Trop d'envies, de haines, de brigades polyvalentes, de mains tendues, de poings faits se lèvent sur le passage du succès pour qu'on puisse faire autre chose que de s'en cacher, même quand ce succès enrichit directement et pratiquement chacun de nos concitoyens. Même lorsque la réussite est une leçon comme celle de Jean Walter, elle doit se taire.

Jean Walter tait la sienne aux hommes de sa génération. Mais il a entrepris d'en enseigner les secrets à ceux qui peuvent en profiter, aux jeunes gens qui pourront en faire profiter le pays. Il les encourage à faire comme lui. Il leur en donne les moyens. Il est ennemi de l'héritage.

— L'argent que l'on n'a pas gagné, dit-il, ne peut être que corrupteur et avilissant.

Il a annoncé son intention de ne rien laisser à ses enfants, ni à ses petits-enfants. Toute sa fortune, il la consacre d'ores et déjà à former à son école, celle de l'aventure, du voyage, de la recherche personnelle, des milliers de fils spirituels qui doivent bâtir le pays.

[295] Hostile à toute parade, il se tient pourtant chaque année à côté du président de la République sur la grande estrade de la Sorbonne. Le chef de l'État ayant remis les prix du Concours général appelle alors à lui les lycéens globe-trotters de la Fondation Zellidja pour leur remettre leur diplôme avec un chèque pour leur prochain voyage. Ces adolescents reviennent parfois d'aussi loin que du Texas, du Soudan, de la Laponie, de l'Islande. Ils y sont allés avec les 20 000 francs de leur bourse. Ils ont voyagé seuls à pied ou à vélo, ont payé leur passages sur les bateaux en travaillant à bord. Ils ont parcouru à leur gré le pays de leur choix, une province française où un État lointain, ayant pris trois engagements : faire l'étude proposée par eux ; vivre leur aventure sans compagnon ; gagner leur vie pour compléter le viatique systématiquement insuffisant de leur bourse.

Ils sont plus de 250 chaque année, élus dans les lycées par leurs camarades, recommandés par leurs professeurs, sélectionnés finalement par un jury. Ils ont été garçons de ferme en Allemagne, maçons en Écosse, pêcheurs en Islande, cinéastes en Grèce, vendeurs de journaux à Londres. Leurs études parfois remarquables relatent d'étonnantes expériences humaines en même temps qu'elles traitent de sujets fort sérieux. Beaucoup quittaient leurs mamans pour la première fois. Sur la route, essayant sous la pluie leur lampe alcool, quelques-uns ont pleuré. Ils le disent. Ils racontent, ces jeunes voyageurs projetés pour la première fois dans la vie, loin de leur famille, hors de leur école, leur découverte du monde, leur apprentissage des mœurs, des méthodes de travail, des œuvres des autres pays.

Sur la tribune de la Sorbonne, un homme de haute stature, taillé dans un bois rude, aux yeux clairs, aux tempes grises, les regarde monter les degrés, avec tendresse. C'est Jean Walter, l'initiateur de ces leçons de choses vécues, de ces cours pratiques d'énergie. Il est seul de toute l'assistance à distinguer en tête du cortège des lauréats le fantôme invisible d'un gamin en culottes courtes, mais à la mode de 1900 descendant jusqu'en dessous du genou, suant, soufflant, couvert de poussière, poussant un lourd vélocipède.

Ce fantôme léger qui vient à lui du fond des allées de sa jeunesse, c'est le vrai triomphateur de cette distribution de prix. C'est à lui qu'il doit tout. En 1898, le gamin de quatorze ans qu'il était se lançait seul, à bicyclette à la découverte de l'Italie, puis du reste du monde. Tous ses succès, sa mine, ses milliards, ses hôpitaux révolutionnaires, sa ville neuve, les 100 000 arbres fruitiers de son île sur l'Adour, il les doit à ses expériences, à ses vagabondages d'adolescent. Il en fait cadeau à son tour à d'autres adoles- [296] cents, non pas pour former expressément une pépinière de milliardaires,

mais pour fournir des leaders à une génération mieux armée que la nôtre qui aura, espère-t-il, un autre souffle aux lèvres que des gémissements.

Un jour en Silésie, près d'une mine de plomb, il y a cinquante ans de cela, l'enfant aventureux avait été surpris par l'aspect curieux des mouches de galène qui dénonçaient la minéralisation du terrain. Un quart de siècle plus tard, cette observation faisait de Jean Walter un des géants de l'industrie minière. Les mouches de galène qu'il avait observées en Silésie, il les retrouvait au Maroc.

Jean Walter était né à Montbéliard le 10 mai 1883 dans une famille modeste de petits entrepreneurs alsaciens ayant opté par patriotisme pour la France après la guerre de 1870 et venus s'établir dans le Doubs. Son père, un homme rigide et droit, élevait ses quatre fils dans de fermes principes. Il était le président du consistoire protestant.

À quatorze ans, Jean Walter était un grand garçon dégingandé qui, dans les murs gris du collège de Montbéliard ne rêvait qu'évasions ensoleillées. Il crayonnait sur une carte son itinéraire à travers l'Italie. Ce n'était pas nostalgie de paresseux. Le jeune Alsacien était dévoré du désir d'apprendre. C'était le désir d'en apprendre davantage que ce qu'on enseigne en classe, appétit de découverte, faim d'aventure, envie de se mesurer avec le monde immense et rayonnant que cachent les rues d'une petite ville.

À l'âge où tant d'autres garçons sont encore incertains de leurs goûts et de leurs destins, Jean Walter avait déjà ressenti trois vocations qu'il devait épouser plus tard successivement et qui devaient toutes trois le mener à la réussite.

Depuis l'âge de six ans, il s'était pris de passion pour la terre, ce qu'il y a dedans, ce qu'il y a dessus et ce qui y pousse, une curiosité amoureuse, gourmande, de paysan doué pour les sciences, les pierres, les solidités de la nature. Un de ses professeurs, M. Meunier, devait enflammer cette curiosité. C'était un vieil original qui exaltait chez ses élèves l'appétit de la connaissance par des méthodes toutes personnelles. Pour enseigner l'astronomie, il déployait au-dessus de sa tête un parapluie savamment troué sous lequel ses collégiens voyaient les étoiles, les planètes, les constellations. Ses cours de sciences naturelles se faisaient en promenade. La formation de l'écorce terrestre devenait à sa voix un roman d'aventures. Il aidait Jean Walter à reconstituer dans une armoire aux multiples rayons où il rangeait des roches, des sables, des fossiles, les étapes géologiques des Vosges et du Jura. Conservateur du Musée et de la bibliothèque municipale, il avait persuadé les pères de ses élèves de souscrire chacun un abonnement à une [297] revue. Le garçon de la bibliothèque faisait chaque semaine le tour des familles, prenant les revues, en apportant d'autres, distribuant une pesante ration de lecture. C'est en lisant *la Nature* que Jean Walter se sentit une âme de géologue.

Mais l'écolier allait contracter au contact d'un de ses camarades une autre vocation. Ce condisciple passait son temps à dessiner la maison de ses rêves, les maisons de tous ses rêves : sa villa à la ville, son pavillon de campagne, son chalet de montagne, son bungalow au bord de la mer. Participant à ce jeu de constructions, Walter se sentait pousser des envies plus larges. Il se voyait bâtisseur de cités heureuses, dessinait des villes fleuries au milieu des grands arbres. Cependant, l'appel le plus pressant qu'il ressentait était celui du voyage, de l'exploration. Il étouffait dans la cour étroite. Il avait faim de la terre. À quatorze ans, il décidait de faire à vélo le tour de l'Italie pendant ses vacances. Il faut faire effort aujourd'hui pour imaginer ce que cela représentait à la fin du siècle dernier sur des routes rocailleuses, tout en nids de poule, ouatées l'été d'un pied de poussière, avec une bécane de vingt kilos. Au seuil des vacances, il s'ouvrit à son père de son projet et lui demanda la permission de retirer 200 francs de la Caisse d'épargne.

— Tu n'y songes pas, lui dit son père. Tes économies représentent le début de ton capital, la sécurité de ta vieillesse. Tu ne dois dépenser que tes revenus. Si tu veux voyager, gagne l'argent nécessaire.

Le collégien aventureux décontenancé, fit le tour de ses oncles et de ses grands-parents.

— Pas de mendiant dans la famille, s'indigna son père en apprenant cette quête. Tu vas rendre ces emprunts !

L'écolier trouva autre chose. Dans un jardin voisin, il installa quelques poules. Un an après, grâce à ses œufs et à ses poulets, il avait de quoi prendre la route. Chaque été, désormais, il allait passer ses vacances en longues randonnées en Espagne, en Allemagne jusqu'à la frontière russe, en Belgique, en Hollande, en Angleterre. Jamais de 1898 à 1906, il ne rencontra sur les chemins un vagabond de son âge. Pour gagner sa vie en route, il faisait la moisson, travaillait sur les chantiers, vendait des aquarelles et des dessins.

À dix-sept ans, venu faire ses études d'architecte à Paris, payait ses repas en travaillant de différentes manières. À dix-neuf ans, il cessait de recevoir toute aide familiale. Diplômé, il travailla deux ans sur les chantiers en Suisse, en Allemagne, en France.

En 1908, déjà installé comme architecte à Montbéliard, il s'indignait des méfaits de la loi Ribot qui faisait surgir dans l'anarchie [298] des lotissements autour des villes de hideuses banlieues. Il écrivit un article dans le *Bulletin des Habitations à bon marché* prouvant que l'on pouvait construire en standardisant escaliers, portes, fenêtres, des hameaux ouvriers plaisants pour moins cher que de sinistres pavillons ou de tristes chapelets de corons. Cet article lui valut sa première commande : un groupe de dix logements ouvriers aux abords de Montbéliard. Le site était superbe : un pré en pente au milieu de beaux arbres. Walter mit autant d'amour à construire chacune de ces maisons de quatre pièces à 4.000 francs chacune, y compris la viabilité, que s'il eût dû y loger sa vie durant. Il passait ses journées sur le chantier, ses soirées devant sa planche à dessin. Il venait de se marier et la vie n'était pas facile. Ses premiers honoraires s'étaient montés à 2000 francs. L'achat d'une machine à écrire représentait un problème. Sa première petite voiture indispensable pour courir les chantiers fut une « occasion » tumultueuse et récalcitrante. Sa ferveur allait pourtant être récompensée.

Tout en faisant ses plans, en multipliant les projets qu'il envoyait aux concours, il menait campagne en faveur des cités-jardins qu'il avait vu fleurir dans la verdure en Angleterre, en Suisse en Allemagne. De grands parcs seigneuriaux se morcelaient alors. Il obtint de construire aux environs de Paris la cité-jardin du château de Draveil, la première du genre en France, qui allait être fréquemment imitée. Cette cité ouvrière lui plut tellement qu'il choisit d'y vivre, dans une des maisons qu'il avait construites, au milieu des ouvriers logés comme des bourgeois qui, de voisins, devinrent ses amis. Les chemins de fer de l'État, Peugeot, les Potasses d'Alsace, les Teintureries de Thaon lui demandèrent des cités-jardins. En 1914, il en avait déjà bâti 9.500 maisons, une partie des nouveaux boulevards extérieurs. Il n'avait pas cessé pour cela de voyager à petites journées en même temps qu'au long cours. Il avait découvert l'Amérique... Il avait aussi remporté quatorze prix dans quinze concours internationaux d'architecture.

La guerre de 1914 allait apporter à sa carrière une inspiration nouvelle qui allait faire de lui un des plus grands bâtisseurs de France. Elle allait lui faire découvrir les hôpitaux. Mais auparavant, elle le mêla à une invention singulière.

Capitaine de chasseurs à pied, il mettait au point en 1915, en Artois, un bouclier protecteur pour la destruction des barbelés. En octobre, il était appelé chez Mangin. Un colonel commandant l'artillerie divisionnaire voulait lui parler d'un projet. Le colonel s'appelait Estienne. Il alla chercher une caisse sans fond, déposée au fond d'une salle de classe abandonnée.

— Imaginez que cette caisse soit en acier. lui dit-il, qu'elle pèse 80 kilos.

[299] Il se mit à quatre pattes, se glissa sous la caisse.

— Montez dessus. Vous allez figurer le poids du blindage !

Chevauché par le capitaine, le colonel Estienne faisait le tour de la pièce sur les genoux et sur les mains.

— Sous cette carapace, les coupeurs de barbelés seront invulnérables.

— Oui, mais comment sortir ce blindage des tranchées ? objectait Jean Walter. Et comment franchir les trous d'obus ? Pourquoi ne monteriez-vous pas votre blindage avec un moteur, sur des caterpillars, ces chaînes sans fin des tracteurs américains ?

Le colonel Estienne ignorait les caterpillars que Jean Walter avait vu labourer les plaines du Middle-West. Les deux hommes passèrent la nuit à dessiner. À l'aube, ils avaient conçu un mastodonte promenant un canon sous sa coupole. C'était le premier dessin du char français. Ce que ni le colonel Estienne, ni le capitaine Walter ne savaient, c'est que les Anglais essayaient déjà à ce moment le premier tank basé sur les mêmes chenilles.

Walter repartit au front. Il allait y être cinq fois cité, quatre fois blessé. Soldat exemplaire, l'Alsacien n'en conservait pas moins son esprit critique. Un jour que son général venait de commenter une opération offensive qui avait coûté fort cher pour rapporter 200 mètres de terrain, il posa cette question :

— Est-ce que le gain réalisé valait réellement les pertes ?

— On ne fait pas d'omelette sans casser les œufs ! répondit le général.

— Ah ! bon, si vous croyez faire une omelette ! s'exclama Walter.

Il devait finir la guerre dans l'état-major de Foch, puis dans le cabinet militaire de Clemenceau.

Mais auparavant, ses séjours répétés dans les hôpitaux constituèrent pour lui une chance inespérée. Au Val-de-Grâce, à Necker, à Saint-Joseph, en recevant sa soupe refroidie, en voyant les infirmiers faire des kilomètres pour promener un bassin ou un thermomètre, en voyant les médecins courir d'un pavillon en pavillon, il s'indignait des erreurs de constructions obstinément maintenues par la tradition.

Il avait déjà été frappé dans ses voyages de certaines tentatives isolées de modernisation qui transformaient à l'hôpital la vie du malade, du médecin, de l'infirmière et réduisaient considérablement les frais d'exploitation. Mais ce qu'il voyait de son lit l'effarait. Comment les médecins ne s'insurgeaient-ils pas contre les aberrations des architectes ? Comment des architectes pouvaient-ils construire des hôpitaux sans étudier à fond d'abord leur fonctionnement ?

[300] Ses étonnements allaient le mener fort loin, jusqu'à faire l'autopsie des grands hôpitaux du monde entier. Il lui fallut aller jusqu'à Leningrad et à Rochester aux U. S. À. pour trouver des polycliniques modèles, à Francfort un service de radiologie rationnel, à Munich une lingerie parfaite, à Chicago un isolement acoustique convenable, à Copenhague et à Lyon des salles de dissection satisfaisantes, une salle de malades confortable au New-York Hospital, une cuisine bien équipée à Budapest, un service de contagieux pratique à Alexandrie, une ménagerie médicale intelligente à Princeton, un service remarquable de physiothérapie à l'Hôtel-Dieu. Mais avant d'avoir fini ce tour, il avait découvert une mine.

Un hasard l'avait appelé au Maroc. Des honoraires d'architecte impayés lui avaient donné des droits dans une petite concession qu'un de ses clients avait dans la plaine de la Zellidja depuis 1922.

Il était allé y voir. Une petite laverie fonctionnait sur une exploitation de quelques hectares. Il y avait effectivement du plomb en cet endroit. Mais il ne restait qu'un lambeau de la couche minéralisée. La plus grande partie du gisement avait été emportée par l'érosion. Jean Walter partit dans le désert en exploration. À 25 kilomètres de la concession, en pleine solitude, sur les pentes d'une falaise, il trouva des mouches de galène, les signes qui l'avaient si fort intrigué quand il vagabondait écolier en Allemagne. Le minerai était là. Tout indiquait qu'il se développait sur une grande étendue. Poursuivant sa prospection, l'architecte repéra un trou dans le sol, un ancien puits de mine carthaginois ou romain. Les mouches de galène y luisaient encore. Des départs de galeries éboulées s'y devinaient. Il fit des prélèvements, qu'il rapporta à Paris. Il ne s'était pas trompé. Le gisement n'était pas riche, 5 % seulement de minerai :

oxyde de plomb, oxyde de zinc, sulfure de plomb, sulfure de zinc et un kilo d'argent à la tonne. Mais il était extraordinairement étendu.

L'architecte constitua avec quelques amis une petite société ² pour poursuivre l'exploitation artisanale existante. Un avoué parisien, un petit entrepreneur, quatre autres encore souscrivirent quelques centaines de mille francs. En créant cette première société au capital d'un million, ils s'assuraient un trésor. Mais ils devaient attendre vingt-cinq ans leur premier dividende. La première répartition faite par Zellidja date de 1950. Pendant vingt-cinq ans, ils firent leur deuil à plusieurs reprises des espoirs et des économies placés dans le rêve de Jean Walter.

Celui-ci cependant, trois mois après la constitution de sa petite société en mars 1925 avait réalisé au nom de ses associés l'affaire de sa vie. Il s'était enquis des droits de recherches dans la zone [301] désertique qu'il avait explorée. Ils appartenaient depuis 1912 à la Société de l'Oranie ³, une filiale de Peñarroya. Il entra en contact avec un de ses administrateurs.

— Vous possédez un gisement magnifique au Maroc, lui dit-il. Pourquoi ne l'exploitez-vous pas ?

— Nous connaissons très bien nos gisements, lui répondit-on. Si nous n'exploitons pas celui-là, c'est parce qu'il n'est pas exploitable !

Pour les spécialistes, en effet, habitués à l'exploitation des filons, le gisement diffus de Zellidja était tout à fait déconcertant. Les experts de la Société de l'Oranie n'avaient pas vu, comme Jean Walter dans ses voyages, en Silésie et en Amérique, les trois ou quatre mines de ce genre.

Un peu plus tard, l'architecte revenait à la charge auprès des concessionnaires. Il avait étudié entre-temps tous les procédés d'extraction du plomb.

— Vous y tenez tellement à votre Zellidja ? lui répondit-on. Il est à vous si vous voulez. Notre prix ? 350 000 francs !

Pour compter les 350 000 francs sur le comptoir de l'*Oranie*, il fallut à la petite société trouver cinq nouveaux souscripteurs qui portèrent son capital à un million et demi. Mais ce jour-là une transaction minière fabuleuse avait été conclue. Trente ans plus tard, la Peñarroya rentra à Zellidja comme associée de Jean Walter pour lui monter une gigantesque fonderie...

... Un soir de 1926, un camion cahotant dans le désert, à l'écart des pistes, au milieu de la rocaïlle et des ravins débarquait dans la solitude deux énormes caisses et deux hommes. Les caisses contenaient deux vieux moteurs de tanks. Les deux hommes étaient : Jean Walter, colosse sec de 1 m. 80 au visage rugueux coiffé d'un béret basque, et un chef de travaux. La seule construction qui s'élevait dans l'immensité vide était un marabout, tombeau d'un saint homme d'ermite, le marabout de Bou Beker. Les pionniers venaient d'atterrir au nord-est du Maroc, à 50 km au sud d'Oujda, à proximité de l'invisible frontière algérienne. Le camion repartit recruter dans le bled quelques manœuvres berbères. Pour tout autre que pour ceux qui venaient d'y prendre pied, l'infini mouvementé de ce coin de désert eût été l'image de la désolation. Mais les pionniers scrutaient le sol autour d'eux avec une attention passionnée. Ils étaient au seuil d'une caverne d'Ali-Baba. Les pelles et les pioches qu'ils rangeaient auprès des deux moteurs étaient les clefs d'un trésor qu'ils étaient seuls à voir. Le marabout de Bou Beker était construit sur un tapis de plomb. Il suffit d'avoir payé un jour une facture de plombier pour savoir combien le vers fameux peut [303] être facilement inversé : « Comment en un plomb vil l'or pur s'est-il changé... »

² Société minière de la Zellidja.

³ Société des mines de l'Oranie (S.A., 1917), filiale d'Ouasta-Mesloul, du Djebel-Ressas et de Peñarroya :

www.entreprises-coloniales.fr/afrique-du-nord/Mines_de_l_Oranie.pdf

Débarquant sur leur concession comme dans une île déserte, les deux Français se mirent à démolir les caisses des moteurs pour s'en faire un abri contre le vent mordant de la nuit, puis ils se roulèrent dans leurs couvertures.

Le lendemain les Berbères arrivaient avec une provision d'eau, quelques chameaux, quelques ânes. Les moteurs se mirent à tousser et à tourner secouant deux trémies. Quelques jours après, une petite caravane emportait des sacs d'un minerai sans couleur mais terriblement pesant vers Oujda et le chemin de fer de Fez à voie étroite qui n'atteignait même pas encore cette bourgade de 20 maisons.

Une semaine plus tard, les pionniers, se déroulant le matin de leurs couvertures, se découvrirent seuls. Les Berbères ayant touché leur paye étaient partis. La vie de mineur était trop rude, trop solitaire. Jean Walter s'en fut vers les douars dispersés au loin chercher d'autres travailleurs. Les semaines passèrent. Les deux Français vivaient en bohémiens, travaillaient avec leurs ouvriers, faisaient sauter les mines, réparaient les machines en panne de leur laverie primitive, voyaient leurs ouvriers disparaître, allaient en recruter d'autres... Une lettre leur arriva qui les remplit de fierté. Leur premier chargement de concentré était arrivé en France, avait été traité, donnait un plomb excellent. À la fin de l'année, 15 tonnes de concentré avaient quitté la plaine torturée de la Zellidja à dos d'ânes et de chameaux. C'était un triomphe de la volonté. Un triomphe qui était aussi une défaite. Le plomb extrait et charrié par ces pauvres moyens payait à peine. Pour rendre l'affaire rentable, il eût fallu des capitaux, une véritable laverie, une canalisation amenant l'eau de fort loin, la force motrice, un chemin de fer ou tout au moins une route, un port qui n'eût pas été Oran mais Nemours alors seulement en projet. La mine de Zellidja n'était qu'une entreprise d'amateurs.

Un an encore, l'architecte endura son baignoire de chercheur d'or. Mais il était arrivé aux limites de l'épuisement. Jean Walter sacrifiait son cabinet d'architecte à cette folle aventure. Ses aides et lui travaillaient comme des démons sous le soleil brûlant. Leur campement s'était amélioré, mais il restait rien moins que confortable. Les difficultés vaincues la veille au prix d'efforts exténuants renaissaient le lendemain. Ils réparaient les machines. Les Berbères disparaissaient. Ils récupéraient un contingent d'ouvriers. Une pièce maîtresse se brisait. Les fonderies étaient trop loin. Desservir une mine avec des chameaux et des ânes tenait de la gageure. En 1927, dans un mouvement de lassitude, Jean Walter rentra à Paris et retourna voir la Société de l'Oranie.

— J'ai fait une démonstration, dit-il. La richesse fantastique que je ne fais que gratter est exploitable. Mais la tâche dépasse mes forces et mes moyens. Profitez de mon expérience. Je vous rends vos droits. Rendez-moi mes 350 000 francs !

La firme refusa. Il avait voulu Zellidja. Il devait le garder.

Le mineur serra les poings. Il ne serait pas dit que tant d'efforts seraient perdus, qu'une source de richesse nationale telle que ce gisement resterait à l'abandon. Envers et contre tous, il continuerait. En 1928, il obtient que la voie ferrée stratégique, c'est-à-dire à voie étroite qui se prolonge, fasse un détour de 50 kilomètres pour passer à proximité de sa mine. Il s'attaque à une conduite d'eau, puis il revient à Paris reprendre ses travaux d'architecte jamais abandonnés pour gagner de quoi ravitailler l'entreprise marocaine.

Son fils Jacques, qui s'était passionné pour l'aventure de son père, faisait ses études d'ingénieur des mines pour le seconder et le suppléer sur place. En 1930, trois petites laveries fonctionnaient distantes de 6 et de 20 kilomètres. Quelques maisons s'élevaient déjà à proximité du vieux marabout.

De temps en temps, Walter reparaisait à Zellidja. Le temps de se couvrir de poussière et de galvaniser les énergies et il repartait pour Alger, pour Rabat. Il remuait la Résidence, le Gouvernement général. Il lui fallait un port à Nemours, un chemin de fer au-delà d'Oujda, une route jusqu'à la mine, le courant électrique. Il prêchait des promesses fabuleuses. Sur 30 hectares seulement 200 000 tonnes de minerai avaient été reconnues. Tout alentour s'étendait un gisement qui devait être un des plus

importants du monde. La France avait un besoin vital de plomb et de zinc. Une grosse partie de nos importations les plus onéreuses étaient faites de ces métaux. Tirer le plomb du Maroc, c'était contribuer au salut du franc. Le zinc était non moins indispensable. Le zinc, c'était l'acide sulfurique réclamé en quantités croissantes par l'industrie. L'acide, c'était la possibilité de faire au Maroc des superphosphates, de transformer l'agriculture du protectorat. Il éveillait l'attention des autorités. Il rencontrait aussi des sceptiques. Des plans cependant se dressaient, quand tout à coup, le « fou de Zellidja » se trouva sans voix... Les perspectives fantastiques qu'il évoquait se dégonflaient comme baudruche. Les caravanes au sortir de la mine s'évanouissaient. Les moteurs s'arrêtaient. Les Berbères rentraient dans leurs douars...

Un vent de panique venait de se lever sur Wall Street, balayait Londres, effaçait la petite fourmilière dans le désert. C'était la crise universelle. Le plomb qui avait atteint à Londres 400 livres- [304] or tombait à 10 livres-papier. Le prix du concentré ne payait plus les chameliers. Zellidja ferma pour longtemps. Tout semblait de nouveau perdu.

— Nous reviendrons, dit-il, au milieu des sourires sceptiques. Pour l'instant j'ai autre chose à faire.

Il était engagé dans une révolution. Il était en train de bousculer toutes les conceptions reçues, toutes les habitudes acquises dans la construction et l'exploitation des hôpitaux. Il était en guerre avec des légions d'architectes traditionalistes, de jurys, de professeurs, de hauts fonctionnaires, de ministres, pas seulement en France mais dans le monde entier. Il était entré comme une tornade dans le monde douloureux et confiné des malades et il secouait les fondations de l'Assistance publique. Il était suivi avec enthousiasme et vitupéré avec plus de violence encore...

Parcourant le monde en quête de la formule de l'hôpital moderne, il avait découvert une science qui n'était enseignée nulle part : l'économie hospitalière. La plupart des bâtisseurs d'hôpitaux, des membres des jurys chargés de les choisir n'en soupçonnaient même pas l'existence.

Dans la plupart des hôpitaux européens, même tout récemment construits, les chambres de malades n'occupaient que 8 % du volume total de l'édifice. L'anarchie des plans entraînait des gaspillages fantastiques de temps pour les médecins et les infirmiers de chauffage, de lumière et d'argent.

Les facultés de médecine construites loin des hôpitaux n'étaient pas mieux pensées. Leurs amphithéâtres étaient dessinés comme ceux des facultés de droit au lieu d'être bâtis pour l'observation et l'expérience...

Aux États-Unis, le désordre européen dispersé en surface se reproduisait en hauteur. Les chambres n'occupaient pas dans certains hôpitaux ultra-modernes 6% du cubage des gratte-ciel. Jean Walter rencontrait dans les mêmes galeries les malades, les visiteurs, les morts, les paniers à pansements, les chariots de repas. L'exploitation était ruineuse, à ce point que pendant la grande crise, 500 hôpitaux devaient être fermés aux U.S.A. L'hôpital de Los Angeles ne s'ouvrit que plusieurs années après sa construction. On n'arrivait pas à établir son budget. Par contre la polyclinique des Frères Mayo à Rochester, un modèle d'organisation, attirait comme un pèlerinage dans une petite ville perdue des centaines de milliers de malades, et faisait 11 millions de dollars de bénéfices en taxant les malades d'après leur fortune.

De ces vivisections d'hôpitaux, Jean Walter tirait les principes d'une nouvelle architecture médicale qui souleva des tollés. Mais il s'obstina. Des médecins l'encouragèrent, français et étrangers, [305] travaillèrent avec lui aux différentes sections de l'hôpital idéal. Il présentait des projets à des concours internationaux et il était appelé coup sur coup à édifier le nouveau Beaujon, dont la forteresse se dresse à Clichy, l'hôpital hellénique d'Alexandrie achevé juste au début de la guerre, l'hôpital Mecideyckoy d'Istanbul, la cité médicale de Lille, celle d'Ankara, et trois grandes facultés de médecine dont celle de Paris. Chacun de ces buildings colossaux exigeait plusieurs milliards de crédit. Ses honoraires à 4% eussent représenté une fortune pour

chaque édification si Jean Walter avait été un architecte traditionnel. Mais il avait découvert chemin faisant que ses formules révolutionnaires ne lui permettaient pas de se contenter de dresser des plans généraux, laissant à l'entrepreneur le soin d'établir un devis et de trouver les formules de réalisation. Pour se réaliser exactement, ses planches devaient prévoir jusqu'au moindre détail, jusqu'au calibre de la plus petite canalisation et la place de chaque crochet pour la suspendre.

Pour le centre médical d'Ankara, à la fois hôpital et faculté, 70 spécialistes travaillèrent autour de lui pendant cinq ans, établirent 75 000 pages de calcul, 5 500 pages de devis, 2 600 planches grand format.

De construction en construction, les progrès de Walter s'affirmaient. Pour chaque lit de malade, le New-York Hospital ultramoderne mais mal conçu, a exigé 576 mètres cubes de constructions. À Beaujon en 1935, sans réduire le volume d'air des malades mais par rationalisation des plans, l'architecte réduisit ce cubage à 273 mètres. Il arrivait à 166 mètres cubes seulement pour le centre médical d'Ankara, 133 à Lille en 1938, à 102 pour Istanbul en 1940... Ses derniers plans sont à 90.

Dans ses hôpitaux, une infirmière gagne 1 h. 25 par jour de travail utile grâce aux couloirs réduits, aux circuits mieux conçus, aux vestiaires mieux installés sur le temps perdu à se mettre en tenue et à se rendre auprès des malades. Elle gagne encore plus de 2 heures au service du médecin grâce à la simplification des écritures, à la multiplication des téléphones. Dans les soins aux patients, elle gagne 184 minutes, plus de 3 heures...

Les lits de ciment sont parfois encastrés comme des baignoires dans un revêtement de porcelaine. Plus de coups de balais pénibles aux dolents contre les pieds de lit. Chaque chambre a ses commodités, son vide-ordures. Huit circuits différents réservés aux consultants, aux hospitalisés, aux visiteurs et aux médecins, aux aliments et à la pharmacie, au linge, aux décédés, aux fluides, aux déchets économisent les pas et évitent les contacts inutiles et dangereux.

La salle d'opération modèle qu'il établit pour le professeur [306] Gosset exposée au Palais de la Découverte en 1937 servit de modèle à des quantités d'autres. La stérilisation y est poussée au maximum. Les lumières convergentes enfermées dans un dôme ne soulèvent plus les poussières que faisaient tourbillonner autour des opérés les lampes scialytiques. Les patients entrent et sortent par des sas stérilisés.

Les hôpitaux qui ont changé de clientèle, qui accueillent maintenant les classes moyennes aussi bien que les indigents, tendent dans la formule Walter à devenir rentables. D'une part leur organisation y réalise d'énormes économies : il y faut moitié moins de médecins, un tiers seulement d'infirmières, moitié moins de chauffage, de lumière. D'autre part un malade sur cinq en médecine, sur quatre en chirurgie occupe une chambre particulière ou un appartement payant. L'hôpital a changé de clientèle, de caractère aussi !

Les facultés de médecine de Jean Walter ne sont pas moins révolutionnaires. De petits amphithéâtres de forme nouvelle, bâtis en hauteur, permettent aux étudiants de suivre la démonstration du professeur en le dominant. Du pupitre de l'étudiant à la nursery pour bébés-souris et poupons-cobayes sur le toit, chaque détail a été « repensé » par un esprit original. Mais la rationalisation s'est efforcée d'être invisible pour les malades et les étudiants.

Jean Walter faisait un jour visiter le nouveau Beaujon à un groupe de médecins étrangers. Il leur expliquait notamment le savant labyrinthe des circuits de circulation qui font régner dans ce bâtiment colossal plus d'ordre, de calme et d'efficacité.

— Je ne savais pas tout cela, dit le directeur de l'hôpital qui assistait à la tournée. Je comprends seulement maintenant pourquoi le travail est si facile ici, pourquoi nous avons besoin de moins de monde qu'ailleurs.

Un incident familial avait procuré à Jean Walter l'occasion d'une autre réussite.

Son fils Jacques, atteint d'une méningite, avait dû suspendre ses études. Il lui fallait la vie au grand air. Pour l'installer à la campagne, l'architecte se fit défricheur. Il acheta, en 1922, 300 hectares de tranchées encore farcis d'obus et de débris des batailles, dans le Soissonnais, fit venir des machines d'Amérique, démina, nivela, reconstruisit une exploitation modèle qu'il raccorda à la voie ferrée ⁴. Ce n'était pour lui qu'un début dans le défrichage.

Il devait plus tard revendre cette exploitation et, avec son beau-frère, Jean Lacaze ⁵, planter 100.000 arbres fruitiers dans l'île ravissante de Lahoce-sur-Adour.

Il fit naître encore pour une de ses filles ⁶ une orangerie importante en Algérie.

Il allait d'ailleurs trouver parmi ses proches, de façon assez [307] inattendue, un brillant rival dans cette voie. Il avait marié sa fille [Geneviève] à un avocat connu. Il la retrouva quelques années plus tard la femme du secrétaire général de la C.G.A.⁷ L'avocat s'appelait Philippe Lamour ⁸. Il était connu pour son talent, son indépendance, ses canulars. Avec son ami et confrère André Cayatte devenu plus tard metteur en scène, il avait écrit un roman, puis fondé un prix « le Prix du Lecteur », pour être plus sûr de le faire couronner. Le jury réuni chez Maxim's comprenait un général, un coureur cycliste, un chanteur de charme, plusieurs autres compétences littéraires qui se trouvèrent unanimement d'accord pour couronner les deux romanciers du barreau. Le montant du prix était énorme pour l'époque. Il ne coûtait rien aux donateurs que les bénéficiaires tenaient quitte de leur geste. Cette farce faillit coûter gros pourtant aux deux amateurs de publicité littéraire. Leur contrôleur prenant le prix au sérieux les imposa pour son montant et y ajouta une amende pour déclaration incomplète.

Fils d'agriculteurs du Nord ruinés par la première guerre mondiale, Philippe Lamour traînait toujours avec lui dans les couloirs du Palais la nostalgie de la terre et des réalisations personnelles. Quand survint la défaite, il abandonna le barreau et se lança avec passion dans la culture. Il allait cultiver la vigne à Bellegarde-du-Gard et les choux à Caissargues. Au volant de son camion, il filait parfois jusqu'à Toulouse pour vendre ses légumes. Mais il allait cultiver surtout un plan gigantesque, l'aménagement du delta du Rhône qui doit rendre à la fertilité 190 000 hectares. Il planta du riz en Camargue. Il se fit l'apôtre de la modernisation de l'agriculture. Il créa la région-pilote du Bas-Rhône. Au lendemain de la libération, il se trouvait secrétaire général de la C.G.A. le leader des paysans de France.

Pendant ce temps, son beau-père au Maroc, de pionnier dans le désert et dans l'incrédulité, était devenu milliardaire. Ce n'avait pas été sans mal. Nous avons laissé Zellidja naissant paralysé par la crise de 1930. En 1936, la dépression surmontée, le plomb remontait à Londres de 10 livres à 23 livres. Plus confiant et passionné que jamais, l'architecte revint avec son fils rouvrir la mine. Jacques Walter était devenu ingénieur. L'Algérie s'était équipée. Le port de Nemours s'était ouvert, épargnant le transport du minerai jusqu'à Oran. Le chemin de fer se normalisait. La voie étroite, Walter la rachetait pour équiper son exploitation. Cependant la gare de Bou Beker ne devait être ouverte qu'en 1946.

Jean Walter avait mobilisé de l'argent en cédant une partie de ses actions à des amis établis au Maroc. Il put bâtir une route pour rejoindre la voie ferrée, remplacer les ânes et les chameaux [308] de ses premières caravanes par des camions, renouveler son matériel rouillé, engager des ingénieurs. Il monta une laverie granulométrique, commença à bâtir des maisons.

⁴ Société agricole soissonnaise à Montécouvé, commune de Juvigny, Aisne.

⁵ Jean Lacaze Saint-Privas : frère de Juliette Lacaze, devenue Domenica Walter.

⁶ Probablement Monique Walter (Paris VII^e, 18 mars 1915-Bernis, Gard, 22 juillet 2005), mariée à Gannat (Allier), le 4 nov. 1941, avec Roger Lucien Weigand.

⁷ C.G.A. : Confédération générale de l'agriculture.

⁸ Philippe Lamour (1903-1992) : rédacteur en chef de la revue mensuelle *Plans*, lancée en janvier 1931 par l'épouse de Jean Walter, editrice d'art. Remarié en juin suivant avec Geneviève Walter.

Zellidja revenant à la vie n'était plus une entreprise artisanale, mais prenait déjà figure d'exploitation relativement importante. La production annuelle montait à 12 100 tonnes de concentré.

En 1938, l'architecte, qui avait perdu sa femme plusieurs années auparavant ⁹, se remariait avec M^{me} Paul Guillaume, propriétaire d'une célèbre galerie de tableaux. Avec elle, commençait une collection de toiles de maîtres promise au Musée du Louvre qui aura sauvé au patrimoine national nombre de grandes œuvres destinées autrement à quitter notre pays. Il avait définitivement remporté la victoire de l'architecture hospitalière. Ses chantiers d'hôpitaux et de facultés de médecine se multipliaient tout alentour de la Méditerranée jusqu'à Ankara. Il allait être appelé à construire en Amérique. La déclaration de guerre donna une poussée nouvelle à la mine marocaine en en faisant un atout de la Défense nationale. En 1940, le courant électrique était amené d'Oujda. Un soir, le courant fut coupé. C'était la défaite. Les ingénieurs se dispersèrent. Les travailleurs s'en allèrent.

Une fois de plus, Jean Walter serra les dents. Sa mine à nouveau engourdie restait une des grandes richesses nationales. L'Afrique du Nord demeurait libre. La guerre n'était pas perdue.

La victoire aurait plus que jamais besoin de plomb. Au milieu du chaos de l'exode et de l'occupation en marche, Jean Walter parcourait la France en quête de moteurs à gaz pauvre pour ses laveries, de gazos pour ses camions. Il trouva à Cherbourg une centrale à gaz pauvre de 200 tonnes. Rusant avec l'ennemi, il parvint à déménager ses machines en zone libre, à les embarquer pour l'Algérie, à les amener jusqu'à Bou Beker, la ville qui commençait à naître. Mais c'était vouloir ranimer un corps sans âme, vidé de son sang. Plus de charbon. Quand le charbon revint en 1943, il n'y avait plus de pièces de rechange. Faute de cordons Bickford, on faisait partir la poudre avec des allumettes...

Walter reprit ses prospections. En même temps, il liait relation avec les services secrets alliés ¹⁰. Profitant de ses facilités de voyage en Méditerranée, il acceptait de se faire leur messager en France. En 1943, il était arrêté par la Gestapo à Paris, interné à Fresnes. Il allait rester cinq mois en prison pendant lesquels il commença un livre qu'il n'avait jamais eu le temps d'écrire, *Renaissance de l'architecture médicale*, le traité de la science nouvelle qu'il avait contribué à créer, la construction et l'économie hospitalière. Sa femme, ses amis, multipliaient les démarches pour le sauver et parvenaient à le faire sortir de Fresnes au début de 1944.

Cependant les géologues américains parcourant l'Afrique du Nord avaient repéré le gisement de Zellidja et signalé son importance à Washington. Les États-Unis pour leur production de guerre devaient importer autant de plomb que ce qu'ils produisaient. Jean Walter avait déjà rencontré Stettinius. Celui-ci comprit l'intérêt immédiat que le gisement marocain présentait pour les Alliés. Le secrétaire d'État accorda à Zellidja 210.000 dollars de crédits *lend-lease*. Jacques Walter, le fils de l'architecte, remettait en train l'exploitation, créait une centrale électrique, recrutait des milliers de mineurs et de techniciens. Trois ans plus tard, les 210.000 dollars du *lend-lease* arrachaient au désert pour 5 millions de dollars de minerai.

Zellidja avait renoué avec Peñarroya. Les experts de la grande compagnie minière approuvaient la construction d'une fonderie non loin du gisement, la fonderie de Oued-El-Heimer à laquelle les mines proches de Djezara allaient fournir l'antracite. Les anciens propriétaires des droits de recherche allaient devenir actionnaires de la troisième société élargie des mines de Zellidja.

Jean Walter cependant avait dû quitter la présidence du conseil d'administration. Il n'en restait plus que président d'honneur. Une loi de Vichy qui n'a pas été abrogée

⁹ Jeanne Rigal : décédée à Paris XVI^e, le 2. août 1935. Divorcée de Jean Walter.

¹⁰ Odette Fabius raconte qu'il recevait le général von Stulpnagel dans sa villa cannoise (*Un lever de soleil sur le Meklembourg*, pp. 89-91).

interdit à un architecte d'être administrateur de société. Respectueux de la règle de son ordre — Jean Walter est titulaire des plus gros chantiers en cours en France et dans le proche-Orient —, il se soumit et se démit à Zellidja. Il ne lui était plus permis d'être pour la mine qu'il avait créée qu'un actionnaire et un inspirateur.

Sa société cependant obtenait de l'E.C.A. deux avances atteignant au total 7.600.000 dollars remboursables en minerai pour compléter son équipement. Les cargos apportant les premiers acomptes en nature ont touché New-York pendant l'été 1952. Mais au fur et à mesure que l'exploitation se développait, il apparaissait aux animateurs de Zellidja que les moyens français, la machinerie, la technique nationale n'étaient pas à la mesure du gisement. Les prospections de Jean Walter pendant la guerre établissaient que la couche de plomb et de zinc s'étendait loin au-delà de la frontière algérienne. Il fallait des moyens immenses pour la mettre en valeur de façon appropriée, les dernières ressources de la technique, un équipement colossal. Une amie de Jean Walter, M^{me} Biddle ¹¹, héritière de très grosses participations dans des mines de plomb aux États-Unis, grande amie de la France, possédant des intérêts importants au Maroc, s'entremet pour un arrangement franco-américain.

La Newmont Mining Corporation fondée par le colonel W. B. [310] Thompson, père de Mrs. Margaret Biddle, s'associa à la Saint Joseph Lead Company, la plus puissante entreprise d'extraction de plomb et de zinc du monde, pour conclure cet accord. Les deux sociétés américaines qui avaient un administrateur commun en M. Arthur M. Anderson, président du comité de direction de la Banque Morgan, se partageaient une participation symbolique de 4,16 % dans la nouvelle société de Zellidja, 20.000 actions sur 509.184 actions de 500 francs. Moyennant quoi, elles associaient leur personnel et leur outillage à l'exploitation du gisement marocain. En même temps, une nouvelle société était créée, la Nord-Africaine du Plomb, pour l'exploitation d'une nouvelle zone du gisement qui s'étend loin au-delà de la frontière de l'Algérie. La Nord-Africaine, dont Mrs. Biddle, est vice-présidente, est 51 % française et 49 % américaine. Elle est au capital nominal de 75 millions de francs. Les accords, très discutés de part et d'autre, furent très longs à établir. Mais ils ont d'ores et déjà donné à Zellidja des résultats remarquables.

Bou Beker, la capitale du gisement, bâtie par Jean Walter est le théâtre d'une expérience de collaboration « atlantique » unique au monde. Les hommes de trois continents y vivent et y travaillent ensemble dans une estime mutuelle. Les Américains y ont apporté, avec une machinerie ultramoderne, leur esprit d'efficacité et leurs larges conceptions. Les ingénieurs français ont, avec leur sens critique et leur ingéniosité, trouvé rapidement des défauts et des perfectionnements aux énormes appareils importés d'outre-Atlantique. Ces modifications acceptées par les Américains ont été reconnues si précieuses qu'elles vont être transportées dans les mines américaines. Les travailleurs marocains trouvent à Zellidja la possibilité de se hausser au-dessus du niveau de vie local. Certains ouvriers musulmans arrivent à gagner 2.000 francs par jour. Assez nombreux sont ceux qui gagnent 1.500 francs. Certaines équipes groupant des Européens, des Américains, des Africains ont à leur tête un Marocain. La mécanisation est totale. Zellidja est actuellement la mine la plus rationnelle qui soit au monde et son équipement le plus perfectionné. Le rendement par homme atteint huit tonnes de minerai par jour grâce aux *shuttel-cars* [*sic : shuttle*] à chenilles qui attaquent mécaniquement la roche et l'évacuent automatiquement.

La ville qui a surgi auprès du marabout solitaire en 1925 compte 10.000 habitants. Dans sa blancheur immaculée dominée par le minaret de sa mosquée, c'est la cité la plus moderne du Maroc. Elle a ses hôtels, ses restaurants, ses piscines dont chaque litre

¹¹ Margaret Biddle (1897-1956) : fille du colonel William Boyer Thomson, le « roi du cuivre » aux États-Unis, divorcée du diplomate Anthony Joseph Drexel Biddle, connu notamment pour ses conversations sous l'Occupation avec le maréchal Pétain. Installée à Paris à la Libération. Contrairement aux Walter, favorables au rétablissement du sultan, elle soutenait résolument le Glaoui.

d'eau a été amené de 50 kilomètres, ses écoles, ses boutiques, son hôpital, son centre social. Sa médinah, la ville arabe, est aussi [311] blanche et nette que le quartier européen. Elle a son bazar, ses souks, ses écoles coraniques, ses fondouks.

La production de Zellidja peut atteindre 80 000 tonnes de plomb, permettant l'exportation de 40 000 tonnes. En zinc, elle atteint 75 % de la production française totale, ce qui représente aussi les trois quarts de notre consommation. La Nord-Africaine est encore à la période des recherches. Mais d'ores et déjà, la production de ses forages, qui n'est que le vingtième de celle de Zellidja, suffit à payer toutes ses dépenses. La Nord-Africaine du Plomb, à peine constituée, devrait d'ailleurs être débaptisée. Le gisement algérien s'est révélé en effet encore plus riche en zinc qu'en métal lourd. Les 55.000 tonnes de zinc attendues de la nouvelle exploitation réduiront nos importations à 20.000 tonnes.

Balance positive de Zellidja et de ses environs : 36 millions de dollars en faveur de la France, un douzième du déficit de notre balance commerciale. Bien que ne figurant pas dans le conseil d'administration de ses mines, la haute stature de Jean Walter s'aperçoit souvent à Zellidja à côté de son fils Jacques, directeur général de l'exploitation. Elle personnifie la balance des forces qui maintient les intérêts français en tête d'une association atlantique qui a enrôlé la très puissante Banque Morgan.

En 1952, Zellidja a distribué ses premiers dividendes matérialisant les promesses faites par l'architecte à ses tout premiers associés d'il y a un quart de siècle, aujourd'hui largement récompensés de leur attente et de leur foi muette.

— Il est grand temps, dit Jean Walter, que nous cessions de dormir sur les immenses richesses inexploitées de la France et de l'Union française et de méconnaître les méthodes d'autres peuples qui ont mieux utilisé leur sol que nous ne l'avons fait.

C'est un fait que si douze Français avaient fait autant que lui, notre pays serait riche. Le bassin charbonnier du Jura, que l'on commence à entrevoir, montre aussi qu'un pays neuf est caché sous notre vieux sol. Combien de prospections chez nous, à commencer par celles du pétrole, ne sont encore que de timides approches.

Un jour de 1938 qu'il voyageait en avion, une réflexion vint à l'esprit de Jean Walter avec la vision lointaine du pays qu'il survolait. L'aviation est un mode de transport rapide, mais elle enlève tout contact avec le pays survolé. Il se souvint de ses randonnées à bicyclette, de toutes les expériences qu'il en avait tirées : les mouches de galène reconnues en Silésie qui lui avaient révélé la présence du plomb près du marabout de Bou Bekker, les maisons fleuries de Suisse et d'Allemagne qui lui avaient inspiré [312] ses cités-jardins, les hôpitaux qu'il avait visités en Russie, aux États-Unis, en Scandinavie et qui lui avaient proposé en les comparant aux toits de souffrances qu'il avait fréquentés, l'idée d'une rénovation totale de l'architecture médicale.

« L'éducation scolaire, songeait-il, que l'on reçoit en France ne prépare pas nos jeunes gens aux grandes tâches créatrices. Elle n'éveille pas leur esprit d'entreprise. Elle les dirige seulement vers des bureaux. Les familles françaises sont de tendres couveuses... »

Les étudiants canadiens, américains, fortunés ou non, ont l'habitude pendant leurs vacances, après quelques jours de repos de lier connaissance avec la vie en s'engageant comme livreurs, débiteurs de viande, infirmières, garçons de paquebot, dockers.

« Comment transformer les habitudes françaises, se demandait Jean Walter, projeter hors de leur lycée de leur famille, le plus loin possible dans le monde, le plus près possible des réalités, des lycéens appelés à devenir des meneurs d'hommes, des reconSTRUCTEURS, des découvreurs de richesses ? »

C'est ainsi que lui vint l'inspiration de la Fondation Zellidja. Il s'en ouvrit à son ami Jean Zay qui l'approuva et l'expérience commença aussitôt. Les bourses distribuées par la Fondation ont lancé aujourd'hui 2.000 lycéens à travers le monde, les mettant en contact avec la vie des autres peuples, les obligeant à travailler pour vivre, leur procurant une leçon d'énergie qu'ils n'oublieront jamais. Les rapports des boursiers

constituent déjà une vaste bibliothèque. Certains de ces ouvrages patiemment illustrés, remarquablement présentés, sont des études techniques fort sérieuses. Les meilleurs chaque année donnent aux lauréats droit à une nouvelle bourse qui leur permet un voyage plus lointain encore.

En dehors de ces bourses, Jean Walter a créé une Fondation d'aide aux étudiants. Il a construit et remis à la Cité universitaire un pavillon du Maroc de cent chambres.

Parvenu à l'échelon suprême de la réussite, au socle du bienfaiteur, Jean Walter travaille avec plus d'acharnement que jamais. Outre ses intérêts à Zellidja, ses grands chantiers architecturaux, il reçoit personnellement, guide, encourage ses lauréats. Prospecteur d'hommes, architecte de vocations, il bâtit avec passion la génération de ses espoirs. Pour ses disciples, il se fait le guide qu'il eût aimé rencontrer cinquante ans plus tôt. Il ne laissera pas d'héritage à ses enfants, estimant avoir assez fait pour eux en leur donnant l'instruction et en leur ayant mis le pied à l'étrier. Mais il veut léguer à son pays des milliers de fils à son image, qui, n'ayant pas peur de faire fortune, lui apporteront des richesses et mieux que cela le courage et l'envie de redevenir un pays neuf.

[313] Jean Walter n'a pas que des admirateurs. Il a aussi beaucoup d'ennemis. Les aspérités de caractère, les étrangetés de cet original fieffé autant que son encombrante réussite d'architecte et son épopée minière, la situation considérable que son fils occupe au Maroc, lui ont suscité de violentes oppositions, des hostilités retentissantes.

Sa vie n'a été qu'une longue bagarre. Mais quels que soient les heurts dont elle ait été marquée, la carrière de Jean Walter a largement profité à son pays et nous apporte une leçon de courage tonique.

SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION ET D'INSTALLATIONS INDUSTRIELLES

ANTÉCÉDENTS

Société anonyme de constructions industrielles
(*La Journée industrielle*, 27 décembre 1918)

Une société anonyme vient d'être constituée sous cette dénomination par [M. Jean Walter, architecte à Paris, 26, rue Geoffroy-l'Asnier](#), pour l'entreprise de constructions industrielles ou privées, de travaux publics et privés, l'achat et la vente de matériaux de construction et l'aménagement d'usines.

Le siège social est à Paris, au domicile du fondateur.

Le capital est d'un million de francs, en actions de 1.000 francs, [sur lesquelles 200 ont été remises à M. Walter, en rémunération de ses apports](#).

Les administrateurs sont MM. Charles Rau, administrateur de la Société La Fournaise, à Saint-Denis, route de la Révolte, 31 ; Jules Dorget, industriel à Épinal, rue Antoine-Hureault ; Louis Favaron, directeur des Charpentiers de Paris, à Paris, 24, rue Labrouste ; Édouard Pinot, industriel, à Rupt-sur-Moselle ; Charles Gilardi, entrepreneur de maçonnerie, à Paris, 11, avenue de Villiers, [et Jean Walter, architecte](#).

À TRAVERS LA COTE
L'AUGMENTATION DE CAPITAL
DES
ÉTABLISSEMENTS B.R.B.
Cotation prochaine des actions
(*Le Journal des finances*, 17 mai 1919)

Maintenant que, la guerre étant terminée, la vie économique de la France va reprendre avec une ampleur inconnue jusqu'alors, il est incontestable que l'industrie du bâtiment bénéficiera, en tout premier rang, de cette reprise.

Les entreprises ayant pour objet les travaux de construction, d'habitations industrielles ou autres, et surtout de constructions rapides avec éléments en ciment armé, ou de maisons moulées, suivant la méthode américaine, seront particulièrement bien placées pour faire face aux énormes besoins des régions dévastées.

Dans cet ordre d'idées, la Société des Établissements B. R. B. de constructions monolithiques ou démontables appelle spécialement l'attention.

Cette affaire, constituée en octobre 1916 au capital de 1.800.000 francs en 18000 actions de 100 francs, dont 5.000 d'apport entièrement libérées et 18.000 souscrites en numéraire, a justement pour objet les constructions dont il est question ci-dessus.

Ses procédés ont, d'ailleurs, fait leurs preuves et de grandes administrations, comme le Génie Militaire, ont confié aux Établissements B. R. B. d'importants travaux qui ont été réalisés avec le plus grand succès.

Le conseil d'administration de la société est uniquement composé — chose rare — de personnalités compétentes : industriels ou négociants, dont la prospérité de leurs affaires est de bon augure pour l'avenir de la B. R. B.

Citons, notamment : MM. Pierre Faure, administrateur de sociétés, Paris, président ; Baguenault de Puchesse, industriel à Lyon ; Henri Bancel, entrepreneur de travaux publics, à Paris ; Georges Dechelette, industriel à Roanne ; Paul Fournier, industriel à Marseille ; Henri Lecoq, négociant à Lille ; Joseph Prévost, président du conseil d'administration des Ciments de Passy [*sic* : Vassy], etc.

Au surplus, la société peut déjà présenter des résultats extrêmement encourageants.

L'exercice 1916-17 a été consacré à l'installation d'une importante usine à Dammarie-lès-Lys dont, la situation, entre la Seine et le réseau du P.-L.-M., permet à la Société d'utiliser pour ses transports à la fois la voie ferrée (grâce à un raccordement) et la navigation.

Dès 1918, la Société a été à même d'exécuter des marchés importants et au 1^{er} avril 1919, l'usine était en mesure de fabriquer journallement en dehors des éléments B. R. B. de 15 à 18.000 briques, 500 mètres de tuyaux et de 3 à 4.000 moellons. En outre, son matériel spécial lui permet l'édification de trois maisons ouvrières par semaine.

Le dernier bilan fait ressortir une situation financière très satisfaisante. Tant en valeurs disponibles que réalisables, la Société disposait de 1.703.505 francs. Le bénéfice industriel de 1918 s'est élevé à 855.000 francs pour un chiffre d'affaires de 2.403.000 francs. Il a permis, tout en dotant largement les amortissements et réserves, de payer aux actions de numéraire un dividende de 12 %.

Pour intensifier ses moyens d'action, et prendre une large part à la reconstitution des régions libérées, la Société porte son capital à 5 millions de francs, par l'émission de 32.000 actions de 100 francs.

Ces actions sont émises au prix de 120 francs payables à la souscription. Elles seront placées à partir du 1^{er} janvier 1920 sur le même pied que les actions anciennes et jouiront d'ici là d'un intérêt de 7 francs, par titre et par an, décompté à partir de l'époque du versement.

La prime d'émission de vingt francs est entièrement justifiée par la situation de la société, ainsi que nous l'avons fait ressortir par l'examen du dernier bilan.

Ajoutons que la société se préoccupe, dès à présent, de l'introduction des titres en Bourse et que cette introduction ne saurait tarder.

ÉTUDE DE M^e PAUL BLOCH, NOTAIRE À MONTBÉLIARD
SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION ET D'INSTALLATIONS INDUSTRIELLES
SIÈGE SOCIAL : PARIS, 26, RUE GEOFFROY-L'ASNIER.
(La Loi, 19 juillet 1919)

I

Aux termes d'une délibération en dite du seize mai mil neuf cent dix-neuf, dont une copie est demeurée annexée à l'acte de déclaration de souscription et de versement ci après visé, le conseil d'administration de la Société anonyme de Construction et d'installations industrielles, société anonyme au capital d'un million de francs, ayant son siège à Paris, 26, rue Geoffroy-l'Asnier, a décidé en vertu de l'article 7, paragraphe 3 des statuts de ladite société, que le capital qui était de un million de francs, serait porté à trois millions de francs, par l'émission au pair et contre espèces de deux mille actions de mille francs chacune qui seraient payables au quart en souscrivant et les trois autres quarts aux époques fixées par le conseil d'administration.

II

Suivant acte reçu par M^e Paul Bloch, notaire, à Montbéliard, le vingt-cinq juin mil neuf cent dix-neuf : 1^o M. Édouard Pinot, industriel, demeurant à Rupt-sur-Moselle

(Vosges) ; 2° M. Charles Rau, administrateur-délégué de la Fournaise, demeurant à Saint-Denis, 31, route de la Révolte ; 3° M. Jules Dorget, industriel, demeurant à Épinal, rue Antoine-Hurrault ; 4° M. Louis Favaron, directeur des Charpentiers de Paris, demeurant à Paris, 21, rue Labrouste ; 5° M. Charles Gilardi, entrepreneur de maçonnerie, demeurant à Paris, 11, avenue de Villars ; 6° M. Jean Walter, architecte diplômé, chevalier de la Légion d'honneur, demeurant à Paris, 26, rue Geoffroy-l'Asnier ; 7° M. Alexis Brice, administrateur-délégué des Établissements Sainrapt et Brice, demeurant à Paris, 3, place Paul-Verlaine, agissant en qualité ; M. Pinot, de président, et les autres membres du conseil d'administration de la Société de Constructions et Installations industrielles, et en vertu de l'article 7 des statuts de ladite Société, et de la délibération du conseil d'administration, du seize mai suscitée ont déclaré que les deux mille actions de mille francs chacune, qui étaient à émettre, ont été souscrites par treize personnes, et qu'il a été versé en espèces, par chaque souscripteur, une somme égale au quart du montant des actions par lui souscrites, soit au total cinq cent mille francs qui sont déposés à la Banque Nationale de Crédit et à la Banque de Mulhouse, auquel acte est demeurée annexée une liste certifiée contenant les noms, prénoms, qualités et domicile des souscripteurs, le nombre d'actions souscrites, et le montant des versements effectués par chacun d'eux.

III

Par délibération en date du vingt-huit juin mil neuf cent dix-neuf, dont une copie a été déposée au rang des minutes de M^e Paul Bloch, notaire à Montbéliard, le sept juillet mil neuf cent dix-neuf, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société de constructions et d'installations industrielles.

1° Reconnu la sincérité de la déclaration de souscription et de versement faite par le conseil d'administration de ladite Société aux termes de l'acte reçu par M^e Paul Bloch, notaire à Montbéliard, le vingt-cinq juin mil neuf cent dix-neuf ;

2° Apporté aux statuts les modifications suivantes :

Article 2. — La société prend la dénomination : Société de Constructions et d'installations industrielles, société anonyme au capital de trois millions de francs.

Article 3. — Les derniers paragraphes de cet article compris sous le titre « Fonds social actions » sont supprimés et remplacés comme suit :

« Le capital social est fixé à trois millions de francs, divisé en trois mille actions de mille francs chacune, dont mille actions forment le capital originaire, sur lesquelles huit cents ont été souscrites en espèces et deux mille représentant une augmentation « de capital en numéraire. »

3° Ratifié la nomination faite par le conseil d'administration en vertu de l'article 21 des statuts, de M. Alexis Brice, demeurant à Paris, 3, place Paul-Verlaine, nommé administrateur de la société ; ses fonctions expireront en même temps que celles des administrateurs actuellement en exercice.

IV

Expéditions :

De la déclaration de souscription et de versement du vingt-cinq juin mil neuf cent dix-neuf, ainsi que de la liste et de la copie de la délibération du conseil d'administration du seize mai mil neuf cent dix-neuf, y annexées.

De la délibération de l'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires du vingt-huit juin mil neuf cent dix-neuf, ainsi que de l'acte de dépôt du sept juillet mil neuf cent dix-neuf.

Ont été déposées le dix huit juillet mil neuf cent dix-neuf aux greffes du tribunal de commerce de la Seine et de la justice de paix du quatrième arrondissement de Paris.

Pour extrait et mention :

Signé : Bloch.

Forges et Ateliers de la Fournaise
(*La Journée industrielle*, 13 juin 1920)

.....
La Société de Constructions Industrielles a passé la commande de quantités importantes de charpentes et sur les plans fournis par les Ateliers de la Fournaise en a fait exécuter de non moins importantes dans d'autres ateliers.

Il en est de même de la Société Métallurgique de Sedan (Cartier et Cie), dont l'atelier d'estampage est en pleine marche et dont la fonderie est également aujourd'hui en pleine activité.

.....
À l'unanimité, MM. ... Jean Walter...ont été élus ...administrateurs.

Formation de Société

ÉTUDE DE M^e PAUL BLOCH
notaire à Montbelliard (Doubs)
SOCIÉTÉ ANONYME DE CONSTRUCTION ET D'INSTALLATIONS INDUSTRIELLES
(*La Loi*, 5 mars 1921)

I

Aux termes d'une convention sous seings privés, en date à Paris du dix-huit octobre mil neuf cent vingt, dont un des originaux a été déposé aux minutes de M^e Bloch, notaire à Montbelliard, le dix sept janvier mil neuf cent vingt et un, intervenue entre M. Pierre Faure, administrateur de sociétés, demeurant à Paris, 91, boulevard de Courcelles ayant agi en qualité de président du conseil d'administration de la Société anonyme des Etablissements B. R. B., de constructions monolithiques ou démontrables en ciment armé, au capital de cinq millions de francs, dont le siège est à Paris, 31, rue de Rome, et M. Jean Walter, architecte, demeurant à Paris, rue Geoffroy-L'Asnier, 26, ayant agi en qualité d'administrateur délégué de la Société Anonyme de Construction et d'installations Industrielles, au capital de trois millions de francs dont le siège est à Paris, 26, rue Geoffroy-L'Asnier, la Société anonyme des Etablissements B. R. B s'est engagée à faire apport à la Société Anonyme de Construction et d'installations Industrielles, de divers biens mobiliers et immobiliers, sous des charges et conditions et moyennant une rémunération qui seront énoncées ci-après. Ce tout, sous réserve de l'approbation des assemblées générales des actionnaires des deux sociétés.

II

Aux termes d'une délibération, prise le dix-sept décembre mil neuf cent vingt, dont une copie a été annexée à un acte reçu par M^e Bloch, notaire à Montbelliard, le vingt-neuf janvier mil neuf cent vingt et un, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société anonyme de construction et d'installations Industrielles, a :

1° Nommé M. Henry Didelot, architecte-expert près la Cour d'appel de Paris, commissaire chargé de lui faire un rapport sur la valeur et la rémunération de l'apport qui serait fait à la Société par la Société Anonyme des Etablissements B.R.B.,

2° Décidé la division de chacune des actions de mille francs de la Société en deux actions de cinq cents francs, en sorte que le capital de trois millions de francs se

trouvait divisé en six mille actions de cinq cents francs chacune, et apporté aux statuts les modifications de détail qui étaient la conséquence de cette division.

3° Décidé que le capital social serait augmenté de deux millions de francs par l'émission, au pair contre espèces, de quatre mille actions de cinq cents francs chacun.

III

Aux termes d'un acte reçu par M^e Bloch, notaire à Montbéliard, le vingt-neuf janvier mil neuf cent vingt et un, M. Pierre Faure, susnommé, à ce autorisé par délibération de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société Anonyme des Etablissements B. R. B., de constructions monolithiques ou démonstrables en ciment armé, en date du dix-sept décembre mil neuf cent vingt, dont une copie est demeurée annexée audit acte d'apport, a déclaré faire apport, au nom de ladite Société, à la Société Anonyme de Construction et d'installations Industrielles, ce qui a été accepté pour cette dernière par M. Jean Walter, à ce autorisé par délibération de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, tenue le dix-sept décembre mil neuf cent vingt ;

De divers biens mobiliers et immobiliers. sous des charges et conditions, et moyennant une rémunération dont le détail va être donné ci après, dans l'analyse des modifications apportées aux statuts de la Société Anonyme de Construction et d'installations Industrielles.

IV

Suivant acte récit par M^e Bloch, notaire à Montbéliard, le vingt-neuf janvier mil neuf cent vingt et un, M. Jean Walter susnommé, à ce spécialement délégué par délibération du conseil d'administration de la Société Anonyme de Construction et d'Installations Industrielles, prise en la forme, authentique, par acte passé devant M^e Maciet, notaire à Paris, le vingt-quatre janvier mil neuf cent vingt et un, a déclaré que quatre mille actions de cinq francs chacune, qui étaient émettre, ont été souscrites par trente une personnes et qu'il a été versé par chaque souscripteur une somme égale au quart des actions par lui inscrites, soit au total cinq cent mille francs, qui sont déposés dans la caisse sociale et à la Société Foncière du Nord de la France, 60, rue Caumartin, à Paris, auquel acte est demeurée annexée une liste certifiée contenant, les noms, prénoms et domiciles des souscripteurs, le nombre d'actions souscrites, et le montant des versements effectués par chacun d'eux.

V

Aux termes d'une délibération, prise le sept février mil neuf et t vingt et un, dont une copie n été lé posée aux minutes de M^e Bloch, notaire à Montbéliard, le dix sept f t rieur mil neuf cent vingt et un, les actionnaires de la Société Anonyme de Construction et d'installations Industrielles, réunis en assemblée générale extraordinaire, ont :

1° Reconnu la sincérité de la déclaration faite par M. Walter, suivant acte reçu par M^e Bloch, le vingt neuf janvier mil neuf cent vingt et un, de la souscription de quatre mille actions de cinq cents francs chacune, émises en augmentation du capital social et du versement du premier quart sur le montant de ces actions:

2° Adopté les conclusions du rapport à elle fait par M. Didelot, sur les apports faits à la Société par la Société anonyme des Établissements B. R. B., de constructions monolithiques ou démonstrables en ciment armé, suivant l'acte ci-dessus relaté du vingt-neuf janvier mil neuf cent vingt et un ;

3° Décidé que, par suite des deux résolutions qui précèdent, le capital de la Société se trouvait porté à dix millions de francs, divisé en vingt mille actions de cinq cents francs chacune.

Ces actions sont divisées en deux catégories, dont le détail est donné dans le nouveau texte de l'article ci-dessous.

4° Apporté aux statuts les modifications suivantes :

.....

Société anonyme de Constructions et d'installations industrielles (Saci)
(*La Journée industrielle*, 10 juillet 1921)

L'assemblée ordinaire de cette société, dont le capital est actuellement de 10 millions, a été tenue le 26 juin, au siège social, 20, rue Geoffroy-l'Asnier.

Le rapport du conseil d'administration constate que la société n'a pas eu à souffrir de la crise générale ; cet heureux résultat est dû surtout au fait qu'elle s'est limitée dans le choix de sa clientèle, composée notamment des grandes compagnies de chemins de fer, des Ateliers de construction du Nord de la France, Compagnie de Saint-Gobain, Chauny et Cirey, de la Compagnie nationale des matières colorantes, des établissements Kuhlmann, de la Société nouvelle des sucreries réunies, des Sociétés Worms et Cie, Japy Frères, etc. Le chiffre d'affaires pour l'exercice 1920 a dépassé 30 millions.

Le compte de « Profits et Pertes » accuse un bénéfice de 2.950.000 francs, sur lequel de larges amortissements ont été prélevés. L'assemblée a décidé de répartir un dividende de 14 % aux actions A et de 6 % aux actions B.

MM. Bancel ¹², Pasquet, Alexandre Levy ¹³ et Pierre Faure, ont été nommés administrateurs.

SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION ET D'INSTALLATIONS INDUSTRIELLES
(*La Journée industrielle*, 25 juillet 1923)

L'assemblée ordinaire, tenue récemment au siège social, 26, rue Geoffroy-l'Asnier, à Paris, a approuvé les comptes de l'exercice 1922, se soldant par un bénéfice net de 766.881 fr. 48. Elle a décidé de répartir un dividende qui sera de 6 % pour l'ensemble des actions, augmenté d'un superdividende pour les actions A, conformément aux statuts.

Le rapport du conseil constate que la société a développé son programme de travaux dans les régions libérées et participé à la construction d'immeubles de rapport dans Paris, pour le compte de la Société des Grands Immeubles Parisiens*.

Sa section spéciale de manutention mécanique a enregistré de nombreuses commandes, notamment pour les compagnies de gaz, les sucreries et les ports.

Cette section vient de mettre en marche le grand portique de déchargement et de mise en stock construit pour la Compagnie Nouvelle des Sucreries Réunies ; elle a été chargée, par le ministère des Travaux publics, de la fourniture des appareils mobiles de manutention utilisés dans la Ruhr.

¹² Henri Bancel (Saint-Brice-sous-Forêt, 17 août 1879-Paris VIII^e, 18 fév. 1955) : fils de Félix Bancel, fabricant de plâtre, et d'Antoinette Chautard. Bachelier. Président de la Société parisienne de pavage en bois, administrateur de la Société anonyme des mines de bitume et asphaltes du Centre, de la Société strasbourgeoise des asphaltes, de la Société d'éditions documentaires industrielles, de la Banque de l'entreprise, etc. Officier de la Légion d'honneur du 4 janvier 1950 comme maire de Magnac-Laval (Haute-Vienne)(1942-1953).

¹³ Gaston Lévy-Alexandre : administrateur délégué de la Société anonyme des mines de bitume et d'asphalte du Centre (Smac). Administrateur de la Société d'éditions documentaires industrielles.

SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION ET D'INSTALLATIONS INDUSTRIELLES
(BALO, 12 mars 1928)

Société anonyme, constituée sous le régime de la législation française, fondée sous la dénomination de société anonyme de constructions industrielles. L'assemblée extraordinaire du 27 février 1919 a donné à la société sa dénomination actuelle. Statuts déposés chez M^e Bloch notaire à Montbéliard.

Siège social. — 26, rue Geoffroy-l'Asnier, Paris.

Durée. — Cinquante ans, à partir du 7 décembre 1918.

Objet. — La société a pour objet : l'entreprise en France, aux colonies et à l'étranger, de constructions industrielles ou privées, de travaux publics et privés, et, en général, toutes opérations commerciales, financières, industrielles, mobilières ou immobilières se rattachant, directement ou indirectement, à l'objet social.

Apports. — M. Jean Walter a apporté à la société : les études, dossiers, mobilier et agencement de bureaux, des voitures automobiles, les droits au bail et une promesse de vente d'un immeuble situé 26, rue Geoffroy-l'Asnier, à Paris, et le bénéfice des traités et marchés passés par lui pour des constructions à édifier.

La société anonyme des Établissements B. R. B., dont le siège était à Paris, rue de Rome, n^o 31, a fait apport à la société de terrains et constructions sis à Dammarie-les-Lys (Seine-et-Marne) et du matériel ayant le caractère d'immeuble par destination, se trouvant dans l'usine et servant à son exploitation, ainsi que de divers biens mobiliers, notamment: l'établissement industriel et commercial d'entrepreneur de tous travaux de construction exploité par la société apporteuse à Paris, 31, rue de Rome, la clientèle et l'achalandage y attachés, le matériel et les approvisionnements y existants, tous procédés de fabrication, le bénéfice de tous traités et conventions passés avec des particuliers ou sociétés, le droit à tous brevets d'invention, etc.

En rémunération de ces apports, il a été attribué :

À M. Walter, 400 actions entièrement libérées ;

À la société des Établissements B. R. B., 10.000 actions de 500 fr., entièrement libérées ; ces 10.000 actions, qui était de catégorie spéciale, ont été transformées en 8.000 actions unifiées par l'échange de cinq actions de catégorie spéciale contre quatre actions unifiées.

Avantages particuliers. — Il n'a été stipulé aucun avantage particulier en faveur des administrateurs en dehors des 10 p. 100 attribués au conseil d'administration, dans la répartition des bénéfices nets annuels, après le prélèvement prévu à l'article 41 des statuts.

Capital social. — Le capital, qui était de un million de francs à l'origine, a été porté à trois millions par décision de l'assemblée générale du 28 juin 1919, et à dix millions par décision de rassemblée générale du 7 février 1921.

Ce capital était constitué par 20.000 actions de 500 fr., dont 10.000 dénommées actions « A » et 10.000 dénommées actions « B ». L'assemblée générale du 5 septembre 1924 a décidé l'unification des actions par l'échange de 5 titres « B » contre 4 titres unifiés et l'échange, nombre pour nombre, des titres « A », ramenant ainsi le capital social à neuf millions, divisé en 18.000 actions d'une valeur nominale de 500 fr. Chacune de ces 18.000 actions a été amortie à ce jour de 164 fr. par remboursements annuels statutaires.

Il n'existe pas de parts de fondateur.

.....
La présente insertion est faite en vue de la cotation éventuelle des actions de la société.

Bilan au 31 décembre 1926.

Total 18.322.132 26

Par procuration de la Société anonyme de construction et d'installations industrielles:
L'administrateur délégué,
WALTER, 26, rue Geoffroy-l'Asnier, 26, Paris.

SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION ET D'INSTALLATIONS INDUSTRIELLES
(*Paris-Soir*, 9 avril 1928)

La Société de constructions [sic] et d'installations industrielles, dont les actions seront introduites le 12 courant, au marché en banque, n'est pas seulement une entreprise de construction de matériel d'usines. Elle est intéressée dans la Société des Grands Immeubles parisiens*. Elle a construit un lot d'immeubles pour le compte de l'Immobilière des Voitures à Paris. Elle effectue pour son propre compte la vente d'appartements. C'est dire que son bilan, en somme satisfaisant, porte la trace d'opérations favorables qui appartiennent au passé. Les circonstances actuelles lui sont peut-être beaucoup moins propices.

Annuaire Desfossés, 1929, p. 222 :
Société de constructions [sic] et d'installations industrielles
Conseil : A. Brice, L. Favaron, Pierre Faure, J. Walter, H. Bancel, J. Dorget, C. Gilardi,
G. Lévy-Alexandre, P. de Saint-Léger, A. Walter.

SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION ET D'INSTALLATIONS INDUSTRIELLES
(*BALO*, 8 juillet 1929)

Augm. de capital.

Annuaire Desfossés, 1931, p. 227-228 :
Société de constructions [sic] et d'installations industrielles

Conseil : A. Brice, L. Favaron, Pierre Faure, J. Walter, H. Bancel, J. Dorget, H. Bousquet ¹⁴, E. Ligonnet, Ch. Charbaut ¹⁵, G. Duvernoy ¹⁶, A. Poiré ¹⁷, M. Henriquez ¹⁸, A. Mariage ¹⁹, G. Lévy-Alexandre, P. de Saint-Léger, A. Walter.

Société de construction et d'installations industrielles
(S. A. C. I.)
(*La Journée industrielle*, 30 juin 1931)

L'assemblée ordinaire tenue hier a prouvé les comptes de l'exercice .1930 se soldant par un bénéfice net de 340.202 fr. Compte tenu du report antérieur, le disponible s'établit à 730.666 francs.

Aucun dividende n'a été distribué ; seul le remboursement partiel de 30 fr. par action, prévu par les statuts, sera distribué.

L'assemblée a réélu MM. Jean Walter et André Walter, administrateurs sortants, et nommé MM. Marchand et Jacques Walter.

Annuaire Desfossés, 1933, p. 264 :

Société de constructions [*sic*] et d'installations industrielles

Conseil : H. Bancel, pdt ; H. Bousquet, v.-pdt ; J. Walter, adm. dél. ; E. Ligonnet, G. Duvernoy, A. Poiré, M. Henriquez, A. Mariage, G. Lévy-Alexandre, P. de Saint-Léger, A. Walter, R. Marchand, J. Walter.

DE L'HOPITAL AU TRIBUNAL
L'ENTREPRENANT ENTREPRENEUR
(*Le Petit Bleu*, 5 avril 1935)

Parmi les récents avis de liquidation judiciaire, on a pu relever celui qui concernait la Société anonyme de construction d'immeubles (S. A. C. I.). Nos vigilants confrères de la London-Paris-Agency n'ont pas perdu une si belle occasion de montrer que rien ne leur échappe. Cette décision de justice ne les a pas surpris, disent-ils, et ils ajoutent :

Cette petite société, créée après la guerre, s'était rapidement enflée, comme la grenouille de la fable, grâce à l'amitié d'un grand homme — ce qui est, comme chacun sait, un bienfait des dieux.

¹⁴ Henri Bousquet (1865-1953) : représentant de la Banque Gunzbourg. Administrateur de plusieurs dizaines de sociétés. Voir *Qui êtes-vous ?*

www.entreprises-coloniales.fr/inde-indochine/Qui_etes-vous-1924-IC.pdf

¹⁵ Charles-Jules-Émile Charbaut (et non *Charbault*)(1880-1971) : ingénieur civil des mines, aux Mines de Marles, en Russie (1904), directeur des usines de Goloubowka (Donetz)(1908), prisonnier des Bolcheviks, directeur de la Société minière des Terres Rouges (1919), directeur général de la Société métallurgique de Knutange (1923). Administrateur de Mines de Zellidja. Officier de la Légion d'honneur (1939).

¹⁶ Georges Duvernoy (1876-1960) : ancien secrétaire général de la résidence du Maroc (1926-1927), administrateur des Mines de Zellidja, futur président de l'Office nord-africain à Paris. Voir encadré :

www.entreprises-coloniales.fr/afrique-du-nord/Office_nord-africain.pdf

¹⁷ Adrien Poiré : ingénieur, administrateur de la Société d'éditions documentaires industrielles (1922) : publication de l'*Annuaire industriel*.

¹⁸ Marc-Jules Henriquez : de la Banque Gunzbourg, son représentant à la Cie forestière Sangha-Oubangui, aux Palmeraies africaines, aux Frigorifiques d'Extrême-Orient... Avis de décès : *Le Journal des débats*, 27 déc. 1936.

¹⁹ André Mariage : ingénieur ECP. Administrateur-directeur de la Société des transports en commun de la région parisienne (STCRP), ancêtre de la R.A.T.P.

Mais une telle ascension ne va pas sans quelques abus de crédit, et au moindre « pépin » tout casse.

Le pépin a été la construction de l'hôpital Beaujon : on assure qu'en présence de dépassements de devis un peu trop accentués, l'Assistance publique a dû prendre le temps d'examiner les comptes... et dame, quand l'administration prend le temps, les paiements se font attendre.

Cela s'est l'explication normale. Mais d'aucuns pensent qu'il pourrait y en avoir une ou plusieurs autres : elles apparaîtraient ou resteraient ignorées suivant le côté du boulevard où l'affaire serait réglée. Nous nous bornerons à enregistrer, le cas échéant, la confirmation de ces bruits ou leur démenti.

Pourquoi ne pas ajouter que l'animateur de la S. A. C. I. était M. Jean Walter, architecte et entrepreneur, dont les relations étaient effectivement aussi haut placées qu'étendues. Particularité amusante, M. Walter a son domicile particulier 1, avenue du Maréchal-Maunoury, et au 5 de la même artère, c'est-à-dire deux maisons plus loin et sur le même trottoir, habite M^e Philippe Lamour, qui doit surtout son actuelle notoriété au fait qu'il est l'avocat de Bonny.

CARNET DES PORTEURS DE VALEURS MOBILIÈRES
AVIS DIVERS
(*L'Information financière*, 11 février 1936)
(*L'Usine*, 13 février 1936)

Société de constructions et d'installations industrielles. — Par jugement du 7 février a été homologué le concordat, passé le 20 décembre 1935. dont voici les conditions sommaires ;

Règlement de 70 % du montant des créances en sept ans, par septième, pour le premier paiement avoir lieu un an après l'homologation. Intervention de M. Jean Walter, qui déclare se rendre et constituer caution de la Société débitrice et s'obliger solidairement avec elle au paiement exact des sept annuités.

MM. Hamonic, Craggs et Lassalle, commissaires au concordat.

DE BEAUJON À L'ÉCOLE DE MÉDECINE
(*Le Petit Bleu*, 29 mai 1936)

Au début de l'année dernière, la « Société anonyme de construction d'immeubles » (S. A. C. I.) déposait son bilan. Cette société, que l'on n'aurait pas cru si malade, finissait à l'hôpital. Ce sont, en effet, les travaux du nouveau Beaujon qui avaient provoqué sa chute.

Malgré son activité, son audace, ses relations et l'amitié personnelle que lui porte M. Albert Sarraut, l'animateur de la S. A. C. I., l'architecte Walter, s'avéra impuissant à ranimer l'entreprise qui fut admise de justesse au bénéfice de la liquidation judiciaire. À vrai dire, M. Jean Walter parut faire bon marché de la malheureuse société, de ses engagements, de ses créanciers. Il avait d'autres cordes à son tire-lignes...

En effet, le même M. Walter, architecte de l'École de Médecine, s'apprête à effectuer à ce titre des travaux rémunérateurs, puisque rien ne s'oppose à ce qu'un administrateur insouciant et maladroit continue à bénéficier de commandes officielles et de l'appui tutélaire de l'État. Les bénéfices réalisés par lui sur les travaux de l'École de Médecine n'iront évidemment pas à la liquidation de la S. A. C. I. Certains de ses confrères appellent M. Walter « le petit architecte de l'Univers... ité ».

Société de Construction et d'installations industrielles
(*La Journée industrielle*, 6 septembre 1936)

Une récente assemblée extraordinaire a nommé comme administrateur la société Sainrapt et Brice, à Paris, place Paul-Verlaine, en remplacement de M. Ligonnet.

LA SOCIÉTÉ D'ÉDITIONS DOCUMENTAIRES INDUSTRIELLES

Publication de l'*Annuaire industriel*

Société d'éditions documentaires industrielles
(*La Journée industrielle*, 3 janvier 1922)

Sous cette dénomination, une société anonyme vient d'être formée pour l'exploitation d'annuaires industriels techniques ou autres.

Le siège est à Paris, 29, r de Marignan.

Le capital est fixé à 2 millions, en actions de 500 fr., dont 1600 sont attribuées à la Société Pernet, Gensel, Thirion et Cie, en représentation d'apports.

Les premiers administrateurs sont : MM. Henri Bancel, entrepreneur, à Paris, 73, rue Boissière ; Henri Camus, entrepreneur, au Havre, 31, rue Trigauville ; Henri-Augustin Gensel, à Paris, 90, rue Lepic ; Abel Henry, à Paris, 10, rue de Fromentin ; Edmond-Louis Viot Bodson de Noirfontaine, ingénieur, à Paris, 2, rue Viliaret-de-Joyeuse ; Frédéric-Gaston Lévy-Alexandre ²⁰, industriel, à Paris, 1, avenue Bugeaud ; Henri Paté, à Paris, 100, avenue Henri-Martin ; Adrien Poiré ²¹, ingénieur, à Paris, 37, rue des Acacias ; Victor Gabriel Pernet, à Paris, 29, rue de Marignan ; Georges-René-Pierre Richou, à Paris, 61, avenue Kléber ; André Schwob ²², industriel, à Paris, 76, avenue Raphaël ; Charles Thirion, ingénieur, à Paris, 28, rue de Lisbonne ; [Jean Walter, à Paris, 26, rue Geoffroy-l'Asnier](#), et Sylvain Wellhoff ²³, à Paris, 8, rue Picot.

Société d'éditions documentaires industrielles
(*La Journée industrielle*, 23 septembre 1922)

Une assemblée extraordinaire des actionnaires de cette société, qui s'est tenue hier, au siège social, à Paris, 29, rue de Marignan, [sous la présidence de M. Jean Walter, vice-président](#), a ratifié une délibération de l'assemblée extraordinaire du 11 septembre, décidant une augmentation de capital de 1 million de francs par l'émission de 2.000 actions nouvelles de 500 fr. réservées aux actionnaires anciens, et a régularisé ladite augmentation, actuellement réalisée.

Annuaire industriel, 1925 :

S. É. D. I., Société d'Éditions Documentaires Industrielles, Soc. an. au cap. de 2.500.000 fr., 35, av. des Champs-Élysées et 29, r de Marignan, Paris, 8^e. T. Élysées

²⁰ Gaston Lévy-Alexandre : administrateur délégué des Mines et Asphaltes du Centre, dont Henri Bancel était administrateur.

²¹ Adrien Poiré : futur administrateur de la Société de construction et d'installations industrielles, de MM. Bancel et Walter.

²² André Schwob d'Héricourt (1872-1946) : industriel textile et investisseur :

www.entreprises-coloniales.fr/empire/Schwob_d_Hericourt_Andre.pdf

²³ Sylvain Wellhoff (1859-1930) : d'une fratrie de neuf enfants, dont Salomon Wellhoff, administrateur de la Land Bank of Egypt. Imprimeur à Paris en association avec Eugène Roche (1907). Administrateur de diverses sociétés, entré en juin 1920, avec Jean Walter, au conseil des Forges et ateliers de la Fournaise.

53-67 et 53-68. Ad. t. Analytique-Paris. R. du C. Seine n° 208-824 B. Conseil d'adm. Prés. : M. Henry Paté, 109, av. Henri-Martin, Paris, 16^e ; Vice-prés. : M. Jean Walter, adm.-délégué de la Soc. an. de Construction et d'Installations industrielles, 26, r. Geoffroy-l'Asnier, Paris, 4^e ; Adm.-délégué : M. Paul de Perregaux (baron), Docteur en droit, industriel, 102, bd des Batignolles, Paris, 17^e ; Adm. : MM. H. Bancel, entrepreneur de travaux publics, 73, r Boissière, Paris, 16^e ; H. Camus, entrepreneur de travaux publics, 31, r. de Trigauville, Le Havre (Seine-Inf.) ; Pierre de Dardel, direct. de la fabrication, 24, q. de Passy, Paris, 16^e ; Henri Gensel, direct, du serv. des Annuaire spéciaux, 90, r. Lepic, Paris, 18^e ; Abel Henry, publiciste, 10, r. Fromentin Paris, 9^e ; Frédéric Lamey, direct.-général de la Soc. Alsacienne de Constructions mécaniques [SACM], 9, fbg du Miroir, Mulhouse (Ht-Rhin) : Edmond de Noirfontaine (Baron), anc. élève de l'Ecole Polytechnique, 3, r. Villaret-de-Joyeuse, Paris, 17^e ; Gabriel Pernet, fondateur, 3, r. Mignet, Paris, 16^e ; Raoul Perot, architecte, 33, r. Thomassin, Lyon (Rhône) ; Adrien Poiré, ing. des Arts et Manufactures. anc. prés. de Groupe de Paris de l'Assoc. Amicale des anc. élèves de l'École Centrale, 35, av. Victor-Emmanuel III, Paris, 8^e ; Georges Richou, ing. des Arts et Manufactures, vice-prés. de la Cie d'Assurances « Le Monde », anc. prés. de l'Assoc. Amicale des anc. élèves de l'École Centrale, 61, av. Kléber, Paris, 16^e ; Ch. Thirion, ing. des Arts et Manufactures, dir. des services techniques et de rédaction, 44, av. Daumesnil, Paris, 13^e ; S. Wellhoff, ind., 8, r. Picot, Paris, 16^e. Secrétaire général : M. R. Coeylas. Régie de la publicité : Agence Havas, 29, r. de Marignan, Paris, 8^e. Direct. : M. H. Pouvreau.

La Société d'Editions Documentaires Industrielles s'occupe de l'exploitation tant en France qu'à l'étranger de tous Annuaire industriels, techniques ou autres. A côté d'Annuaire spéciaux qu'elle exploite pour le compte de groupements industriels, elle édite et exploite « l'Annuaire Industriel ».

Société d'éditions documentaires industrielles
(« L'ANNUAIRE INDUSTRIEL »)
(*La Journée industrielle*, 1^{er} janvier 1927)
(*L'Information financière*, 1^{er} janvier 1927)

Réunis en assemblée générale extraordinaire le 23 décembre, les actionnaires de cette société ont reconnu sincère et véritable la déclaration de souscription à l'augmentation de capital votée par l'assemblée du 9 novembre. Le capital social se trouve ainsi porté à 4 millions de francs.

M. Chapsal ²⁴, ancien ministre du Commerce, a été nommé président du conseil d'administration ; MM. Guillet, directeur de l'École centrale des Arts et Manufactures ; Lorthois ²⁵ et Schwob d'Héricourt ²⁶ ont été nommés administrateurs. M. Jean Walter, administrateur délégué.

L'assemblée a enregistré avec satisfaction que d'importantes subventions avaient été accordées par le ministère du Commerce et le ministère des Affaires étrangères pour assurer une large diffusion de l'Annuaire industriel à l'étranger.

²⁴ Fernand Chapsal (1862-1939) : sénateur de la Charente-Inférieure (1921-1939). Administrateur, entre autres, de la Société française des distilleries de l'Indochine. Voir Qui êtes-vous ? :

www.entreprises-coloniales.fr/inde-indochine/Qui_etes-vous-1924-IC.pdf

²⁵ Jules Lorthois (1875-1929) : industriel textile, président d'Optorg. Voir encadré :

www.entreprises-coloniales.fr/inde-indochine/Optorg_1919-1954.pdf

²⁶ Georges Schwob d'Héricourt (1864-1942) :

www.entreprises-coloniales.fr/inde-indochine/Schwob_d_Hericourt_G.pdf

MORT de M. SYLVAIN WELLHOFF
(*Le Petit Bleu*, 9 janvier 1929)

Nous avons appris avec une véritable peine la mort de M. Sylvain Wellhoff, survenue après une douloureuse maladie dans une clinique de Monaco où de Menton où ... on avait dû le transporter

Le décès de son frère Édouard Wellhoff au début de l'hiver l'avait fort affecté, et le mal le prenait au moment où son moral était gravement atteint.

Sylvain Wellhoff, associé avec M. Roche, comme imprimeur, avant de se retirer des affaires, n'avait que des amis dans tous les journaux qui se faisaient dans ses ateliers. Sa maison, disparue aujourd'hui, était une des plus importantes des environs de la Bourse.

Longtemps, la maison Wellhoff et Roche a imprimé le *Petit Bleu* qui ne cessait d'être composé et tiré chez elle que lorsqu'elle fermât ses portes, ses patrons se retirant. Mais Sylvain Wellhoff laissait alors des collaborateurs qui toujours avaient appartenu à sa maison et qui s'installèrent, Raoul Panon et Édouard Fuzat, et c'est chez eux que s'imprime maintenant *Le Petit Bleu*.

Nous prions Mme Sylvain Wellhoff, sa veuve, d'accepter nos condoléances émues.

Annuaire industriel, 1935 :

S. É. D. I., Société d'éditions documentaires industrielles, 26, r. Geoffroy-l'Asnier, Paris, 4^e. T. Arch. 49-60. Ad. t. Analytique-Paris, Chèques post. Paris 220-38. R. C. Seine 208-824 B. — Soc. an. au cap. de 4.000.000 de fr. — Conseil d'adm. : Prés. : M. Chapsal, sénateur, 17, r. Cortambert, Paris, 16^e ; Vice-prés. : M. Léon Guillet, membre de l'Institut, directeur de l'École centrale, 1, r. Montgolfier, Paris, 3^e ; **Adm.-délégué** : M. Jean Walter, architecte du Gouvernement, 26, r. Geoffroy-l'Asnier, Paris, 4^e ; Admin : MM. H. Bancel, industriel, 73, r. Boissière. Paris, 16^e ; Duvernoy, 19, r. d'Anjou, Paris, 8^e ; Frédéric Lamey, 9, fbg du Miroir, Mulhouse (Ht-Rhin) ; G. Pernet, éditeur, 2, r. Mignet, Paris, 16^e ; Adrien Poiré, ing. E.C.P., anc. prés. du Groupe de Paris de l'Association Amicale des anciens élèves de l'École centrale, 35, av. Victor-Emmanuel-III Paris, 5^e ; Schwob d'Héricourt, industriel, 59, r. St-Lazare, Paris, 9^e ;²⁷ Théron, prés. du conseil d'adm. des Docks Rémois, 3, place Godinot. Reims (Marne). Secrétaire général : M. R. Coeylas.

La Société d'éditions documentaires industrielles édite et exploite « l'Annuaire Industriel ».

²⁷ Siège des Éts David Gradis et fils et de la Société industrielle marocaine, présidés par Georges Schwob d'Héricourt.

SOCIÉTÉ DES GRANDS IMMEUBLES PARISIENS

Constitution
(*Le Courier*, 25 avril 1922)

Société des Grands Immeubles Parisiens, 26, rue Geoffroy-l'Asnier, Paris. Société anonyme- Capital : 10.000 fr. — (A. P., 10/4).

(*La Journée industrielle*, 20 septembre 1922)

Société des Grands Immeubles Parisiens. — Le capital est porté de 10.000 francs à 1 million par l'émission au pair de 1.980 actions de 500 francs.

Demandes en autorisation de construire.
Du 28 novembre 1922.
(*Bulletin municipal officiel de la ville de Paris*, 29 novembre 1922)

7^e arr. — Rue de Varenne, 55. — Prop., Société des grands immeubles parisiens, M. Walter, administrateur-délégué, 26, rue Geoffroy-l'Asnier. — Construction (6 étages).

Publicités
(*Le Gaulois*, 11-16 juin 1923, etc.)

LES GRANDS IMMEUBLES PARISIENS LA MUETTE		
METTENT EN CHANTIER DE NOUVEAUX IMMEUBLES A		
BEAUX APPARTEMENTS de 6,000 à 10,000 Frs		
sur grands jardins, vue splendide sur le Bois et la vallée de la Seine		
A ACHETER	OU	A LOUER
avec facilités de paiement		location réservée aux souscripteurs d'oblig. hypoth.
On peut visiter les immeubles similaires en voie d'achèvement		TEL. } Archives 06-58 Archives 09-08 Archives 09-79
S'adresser : 26, rue Geoffroy-l'Asnier, PARIS (4 ^e).		

SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION ET D'INSTALLATIONS INDUSTRIELLES
(*La Journée industrielle*, 25 juillet 1923)

.....
La société a ...participé à la construction d'immeubles de rapport dans Paris, pour le compte de la Société des Grands Immeubles Parisiens.

CONSTITUTION
Groupe des Grands Immeubles Parisiens
Société immobilière de la Muette
(*La Journée industrielle*, 12 août 1923)

Cette société anonyme nouvelle a pour objet la construction d'immeubles sur un terrain situé à Paris, 2, rue des Marronniers.

Le siège est à Paris, 26, rue Geoffroy-l'Asnier.

Le capital est de 2 millions encartions de 500 francs dont 2.000 attribuées à M^{me} Mors, 1, rue des Marronniers, en rémunération de l'apport d'un terrain.

Le conseil d'administration se compose de MM. l'amiral Amet, à Paris, rue de Copenhague, 4 ; Henri Bancel, entrepreneur à Paris, rue Boissière, 75 ; Charles Bourgeois, ingénieur à Asnières, avenue Flachat, 9 (Seine) ; Alexis Brice, entrepreneur à Paris, place Paul-Verlaine, 3 ; A. Egnell, vice-président de la Banque de Suède et de Paris, à Paris, rue de Courcelles, 181 ; [Jean Walter, architecte à Paris, rue Geoffroy-l'Asnier, 26.](#)

AVIS AUX OBLIGATAIRES
SOCIÉTÉ DES GRANDS IMMEUBLES PARISIENS
Société anonyme au capital de 2.000.000 de francs
Registre du commerce : Seine 204.554
Société civile des obligataires
(*La Loi*, 24 avril 1924)

Les membres de la Société civile des obligataires de la Société des GRANDS IMMEUBLES PARISIENS, ayant son siège social à Paris, 26, rue Geoffroy-l'Asnier, sont convoqués au dit siège pour le lundi douze mai mil neuf cent vingt-quatre, à onze heures du matin.

ORDRE DU JOUR

Autorisation à donner aux administrateurs en exercice pour consentir l'antériorité au profit de la Norwich Union, en raison des prêts accordés par cette société ;

Limitation de l'émission des obligations hypothécaires.

Réitération de concurrence.

L'un des administrateurs :
Signature : GROS.

ADMINISTRATEURS DE SOCIÉTÉS
(*Annuaire industriel*, 1925)

Walter (Jean), administrateur délégué de la Société de constructions et d'installations industrielles, 26, r. Geoffroy-l'Asnier, Paris, 4^e. — [Président de la Société des grands immeubles parisiens, 26, r. Geoffroy-l'Asnier, Paris, 4^e](#). Administrateur délégué de la Société immobilière de « La Muette », 26, r. Geoffroy-l'Asnier, Paris, 4^e. Président de la Société agricole soissonnaise à Montécouvé, commune de Juvigny, Aisne. Administrateur de la Parfumerie Violet, 29, bd des Italiens, Paris, 2^e. Vice-président de la « S. E. D. I. » Société d'éditions documentaires industrielles (*Annuaire Industriel*), 35, av. des Champs-Élysées et 29, r. de Marignan, Paris, 8^e.

SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION ET D'INSTALLATIONS INDUSTRIELLES
(*Paris-Soir*, 9 avril 1928)

La Société de constructions [sic] et d'installations industrielles... est intéressée dans la Société des Grands Immeubles parisiens....

Société des grands immeubles parisiens
(*BALO*, 30 septembre 1946)

Société anonyme au capital de 2.000.000 de francs.
Siège social : 55, rue de Varenne, Paris.
R.C. Seine : 204554.

Étude de M^e Louis Tournesac, avoué à Paris
15, rue d'Argenteuil

À la requête de M. Paul Renaudin, demeurant à Paris, 55, rue de Varenne, agissant comme administrateur statutaire seul en fonction de l'association des obligataires de la Société des grands immeubles parisiens, société anonyme au capital de 2.000.000 de francs, dont le siège social est à Paris, 55, rue de Varenne, un jugement a été rendu par la première chambre du tribunal civil de la Seine, le 24 juillet 1946 enregistré, dont le dispositif est ainsi conçu :

» ... Homologue la résolution votée par l'assemblée générale des porteurs-d'obligations six pour cent de la Société des grands immeubles parisiens lors de leur délibération du onze février 1946, ladite résolution ainsi conçue : l'assemblée décide de consentir une cession d'antériorité au profit de la société Norwich Union Life en raison du nouveau prêt accordé par cette société d'un montant principal de six millions cinq cent mille francs se décomposant comme suit : trois millions six cent mille francs restant dus sur le principal des prêts déjà consentis par la Norwich Union en 1924 ; six cent mille neuf cent soixante-dix francs montant de l'intérêt impayé des prêts ci-dessus ; deux millions deux cent quatre vingt treize mille trente francs, montant d'un nouveau prêt accordé par la Norwich Union et réalisé par acte reçu par M^{es} Vigier et Faroux, notaires à Paris, le 24 juillet 1945 ; donne en conséquence tous les pouvoirs nécessaires à M. Paul Renaudin, administrateur titulaire, seul eu fonction de l'association des obligataires à l'effet de régulariser ladite cession d'antériorité, de manière que l'inscription hypothécaire de la société Norwich Union Life doit être inscrite au premier rang ; cette résolution est adoptée à l'unanimité ; ordonne la publication par extrait du présent jurement dans un journal d'annonces légales, conformément aux prescriptions du décret-loi du 30 octobre 1935. Signé : Henocque et Pascal.

Pour extrait certifié conforme :

TOURNESAC, avoué.

L'architecte Jean Walter, victime d'un accident de la route
(*Combat*, 11 juin 1957)

M. Jean Walter, architecte mondialement connu (plusieurs pays étrangers avaient fait appel à ses compétences pour des travaux d'urbanisme), a été victime, hier, d'un accident de la route, sur la R. N. 7. M. Jean Walter est décédé à l'hôpital de Montargis où il avait été transporté.

L'ARCHITECTE JEAN WALTER
VICTIME D'UN ACCIDENT
(*Combat*, 12 juin 1957)

À Souppes, l'architecte Jean Walter a été renversé par une voiture, alors qu'il traversait la route nationale, lundi après-midi. Il succombait peu après à une fracture du crâne.

Né à Montbéliard le 10 mai 1883, d'une famille modeste, M. Jean Walter fit ses études d'architecte à l'École des Beaux-Arts, à Paris, où son talent le fit remarquer.

Il est surtout connu pour ses constructions hospitalières : le nouvel hôpital Beaujon, qui fut œuvre d'avant-garde, la Faculté de Médecine, le bloc hospitalier de Lille et, à l'étranger, les hôpitaux d'Ankara et d'Alexandrie.

Grand amateur d'art, il possédait une collection de tableaux célèbres qui comptait un Cézanne de trente-trois millions.

Il s'était assuré une importante fortune par l'exploitation de gisements de plomb et de zinc qu'il avait découverts à Zellidja, au Maroc.
